

Comment l'extrême droite
a fait son beurre
à la Coordination rurale

La HATVP n'a plus les moyens
de contrôler le patrimoine des élus

P. 3

P. 4



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



110^e ANNÉE - N° 5487 - mercredi 7 janvier 2026 - 2,20 €

D.O.M. 2,60 € - Suisse 3 CHF - Belgique / Luxembourg 2,40 € - Grèce 2,50 € - Espagne / Port. Cont. 2,50 € - Italie 2,50 € - Tunisie 7,2 DT - Maroc 27 DH - Afrique CFA 1700 CFA - Allemagne 3,20 € - Canada 4,5 CAD - GB 2,40 £

En dépit de la tradition du Dry January Trump de plus en plus ivre de pouvoir !

KIDNAPPING AU VENEZUELA



Nos Maduro...

L'ÉTRANGE RÉACTION initiale de Macron à l'annonce de l'intervention US au Venezuela cacherait-elle (entre autres) une volonté de ne pas voir rappelés des précédents français peu reluisants en matière d'interventions armées ou politiques ? Surtout depuis que la V^e République a mis fin à notre bel empire colonial en Afrique...

Lorsque l'essentiel des pays qui le formaient sont devenus indépendants, en 1960, la plupart de leurs chefs d'Etat se sont installés avec le soutien militaire et financier de la France. Mais l'ingérence ne s'est pas arrêtée là. Passons sur les opérations ponctuelles, comme l'enlèvement de l'opposant marocain Ben Barka, en 1965, ou celui du terroriste... vénézuélien Carlos, en 1994, dans le très peu franco-phone Soudan.

L'Elysée et sa « cellule africaine » ont permis, par la force, à des autocrates ou à des dictateurs de résister à des coups d'Etat ou à la colère populaire. Ainsi au Gabon et au Togo, dans les années 1990, ou au Tchad, en 2008-2009, lorsque des raids d'escadrons venus en 4x4 du Soudan ont mis aux prises les rebelles avec une coalition franco-tchadienne. Ou au Cameroun, quand des bidasses tricolores ont aidé le président Biya, en 2008, à conserver la presque île de Bakassi, convoitée

par le Nigeria. Au Rwanda, en 1994, la France de Mitterrand a réalisé son immixtion la plus remarquable, tentant de protéger le régime génocidaire (qu'elle avait préalablement formé et armé) puis accompagnant la fuite de dirigeants vers le Zaïre de Mobutu ou vers l'Hexagone...

Le pays de Voltaire et d'Aristide Briand a eu, lui aussi, ses Maduro, chefs d'Etat renversés ou destitués au nom des droits de l'homme ou d'une fraternité parfois toute pétrolière (ou minière). En 1974, lors du putsch qui a fait tomber le président Hamani Diori, au Niger, Paris a été fortement suspecté de vouloir défendre « son » uranium, menacé de nationalisation. Pas de doute, en revanche, pour l'arrestation de Bokassa, en 1979. L'empereur parano de Centrafrique a été déposé par les forces spéciales françaises aidées du 1^{er} RPIMA, qui ont installé son successeur et cousin à Bangui.

Année faste, enfin, sous Sarkozy, en 2011. En avril, des soldats français pénétrèrent dans le palais présidentiel d'Abidjan et arrêtèrent Laurent Gbagbo. Six mois plus tard, en Libye, une coalition dans laquelle Paris est au premier rang prend part à la chute et à la capture de Kadhafi, naguère hôte d'honneur de l'Elysée.

Coups de main, coups de force et kidnappings : une diplomatie très enlevée !

J.-F. J.

DONALD CARACAS TOUT

« D'ORÉNAVANT, ce sera la paix par la force ! Bienvenue en 2026 ! » a lancé à Mar-a-Lago, où Trump est désormais plus souvent qu'à la Maison-Blanche, son dévoué secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, ex-présentateur de Fox News. Pour la force, on voit bien ; pour la paix, un peu moins.

La façon dont a été mené, à Caracas, le home-jacking revendiqué par Trump donne une idée assez précise de la force en question. C'est du brutal assumé, et faire peur est le but de l'opération ! Les Maduro ont été braqués en pleine nuit dans leur chambre à coucher par un commando cagoulé. Puis sauvagement délestés du pouvoir qu'ils usurpaient et des énormes réserves pétrolières du pays dont ils profitaient. Ils ont enfin été saucissonnés et enlevés.

Dans le même temps, Trump s'attribuait l'agression et en rajoutait à l'adresse de ceux qui douteraient de sa détermination : « Nous n'accepterons plus, à la tête du Venezuela, quelqu'un qui ne pense pas comme nous. » Et : « Nous allons vendre beaucoup de pétrole. » L'instigateur du coup de force ne cache pas ses intentions, et elles sont très moyennement pacifiques.

Difficile de se lamenter sur le sort de l'autocrate brutal Maduro, qui laisse un pays exsangue. Mais, au-delà du fait que sa violente éviction ne résout rien en matière de démocratie et que Trump se soucie plus du pétrole du Venezuela que du sort des Vénézuéliens, le home-jacking de celui qui se présente comme un « prisonnier de guerre » marque évidemment un cap crucial dans les passages à l'acte de plus en plus préoccupants du président des Etats-Unis.

Beau comme Bardot et con à la fois

ELLE EN A DIT, des sottises, BB, enterrée à Saint-Tropez le 7 janvier, en présence de Marine Le Pen. Elle a même été condamnée à plusieurs reprises par la justice pour en avoir dit de très

Ce coup de paix par la force est surtout un coup de plus porté par Trump au droit international, mais aussi au droit de son pays. Chaque jour, il fait reculer l'un comme l'autre en les bafouant de plus en plus sans filtre et ouvertement.

Avec cette intervention en force à Caracas, il s'est ainsi lourdement assis sur le Congrès américain, seul habilité à donner son feu vert en matière de conflit armé. Les deux leaders républicains au Sénat et à la Chambre des représentants n'ont rien dit, pas bronché. Ils ont juste acquiescé, sans même demander le moindre mot d'explication. Pas question de se griller à Mar-a-Lago.

Les Européens, Macron le premier, même s'il s'est ensuite un petit peu ravivé (lire p. 2 et 8), ne se sont pas, l'Espagne exceptée, montrés plus contrariants. Le Conseil de sécurité de l'ONU est lui aussi resté très poli quant à la légalité du home-jacking de Maduro. La peur de contrer Trump et de l'énervé ne cesse de progresser, y compris dans son camp. Quant aux

« amis » de Maduro que sont la Chine, l'Iran et la Turquie, même si l'opération n'arrange pas leurs affaires, ils n'ont pas, jusqu'ici, fait trop de bruit.

Avec foi, mais sans autre loi que celle du plus fort ou des règles qu'il édicte au gré de ses intérêts du moment, Trump ne respecte pas plus la justice que les institutions, les élus américains que ceux qui, dans le monde, se croient encore ses partenaires ou ses alliés.

Il laisse entendre et craindre qu'il peut frapper n'importe qui, n'importe où. Attaquer demain la Colombie ou un autre pays d'Amérique du Sud qu'il considère comme son arrière-cour ou annexer le Groenland après-demain. Et il s'en est arrogé le droit, le pouvoir et les moyens. La question n'est pas tant désormais de savoir où il va s'arrêter, mais quand, et qui va l'arrêter. La réponse résidera peut-être dans les midterms et appartient aux électeurs américains. Ce sera en novembre prochain. En attendant, « la force » est là, et « la paix » reste loin.

Erik Emptaz



LES MÉDECINS LIBÉRAUX EN GRÈVE
POUR DIX JOURS



Les bébés réclament un droit de Swift

DANS de nombreux pays, la baisse de la natalité affole. En France, le gouvernement a annoncé la mise en place prochaine d'un plan national de lutte contre l'infertilité. La Chine, de son côté, a opté pour une taxe sur les contraceptifs : moins de protection pour davantage de bébés, et tant pis pour les risques sanitaires. Des plans qui risquent de capoter assez vite, à moins que la solution ne vienne de... Taylor Swift !

Le groupe danois Saxo Bank, connu pour avoir prêté le Brexit et l'explosion du cours de l'or avant tout le monde, vient de dévoiler ses « Outrageous Predictions » (« prédictions scandaleuses ») pour 2026 : huit scénarios d'anticipation qui pourraient chambouler l'économie mondiale. Figure en bonne

place le mariage de la star de la pop avec le footballeur américain Travis Kelce, en juin 2026, rapidement suivi d'une annonce choc : Taylor Swift est « tombée enceinte ».

De quoi donner des idées aux millions de fans de la chanteuse, les « Swifties », qui se mettent à procréer à tout-va, avec à la clé un impact positif sur de nombreux secteurs, tels que « la construction de maisons, le bricolage, la décoration, le luxe, les lieux de mariage, les voyages »... Mieux : « Le FMI et la Banque mondiale révisent à la hausse leurs prévisions de croissance du PIB mondial de plus d'un point par an pour les cinq prochaines années. »

Vite, Taylor, dépêche-toi de sauver la copulation mondiale !

E. Sa.

A nos lecteurs

ON CONNAÎT le dilemme cruel de la bonne et la mauvaise nouvelle, celui de décider par laquelle commencer. Allons-y pour la moins bonne : le prix de votre « Canard » va augmenter. Ce numéro passe de 1,80 euro à 2,20 euros, comme vous l'aurez constaté si vous venez de l'acheter.

Ce n'est certes pas rien, mais c'est bien moins que n'importe quel hebdomadaire ou quotidien. En trente années, nos confrères et concurrents ont augmenté leurs prix de près de 400 % ; le Palmipède en est à seulement 80 %.

Et les raisons de cette hausse non négligeable mais contenue ne manquent pas. Elle fait suite à une augmentation spectaculaire de nos coûts de production : hausses des tarifs d'imprimerie, de routage, de distribution... Des frais postaux aussi : en dépit de ses engagements et de ceux du gouvernement, La Poste vient de relever ses tarifs pour les journaux.

Tous ces surcoûts ont évidemment une répercussion, mais nous avons

veillé à la limiter au plus serré. Dans le même temps, nous avons renforcé notre équipe et poursuivi le développement de notre offre numérique. Et, faut-il le rappeler, « Le Canard », qui n'encaisse aucune recette publicitaire, ne bénéficie (sinon sur les tarifs postaux) d'aucune aide à la presse. L'indépendance à un prix, et votre journal ne vit, chers lecteurs, que par la confiance et la fidélité que vous lui accordez, et qu'il s'emploie chaque semaine à mériter. Soyez-en une nouvelle fois remerciés.

Quant à la bonne nouvelle, si le prix au numéro du « Canard » augmente dès ce 7 janvier, celui de nos abonnements ne suivra que début mars. L'occasion, jusque-là, de vous abonner au meilleur tarif, au format numérique comme à la version papier, à l'hebdomadaire ou aux « Dossiers », ou aux deux si vous le souhaitez.

Bonne année 2026. A voir comment elle a commencé, l'actualité, pour un bon « Canard », ne devrait pas manquer.

La noix d'honneur

D'ÉCERNÉE au ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Réagissant à l'enlèvement du chef de l'Etat vénézuélien, Nicolás Maduro, par les Etats-Unis, ce fidèle de Vladimir Poutine a dénoncé une « violation inacceptable de la souveraineté d'un Etat indépendant, dont le respect est un principe fondamental du droit international » (3/1).

Les dignitaires du Kremlin savent rire.



Caracasse-tête au sommet de l'Etat

EN SE CONTENTANT, le 4 janvier, de saluer la « chute de la dictature » vénézuélienne, en omettant de condamner l'enlèvement de Nicolás Maduro par les militaires américains, Emmanuel Macron a déconcerté jusqu'à ses propres troupes. « Soit c'est une répartition des rôles avec Barrot (le ministre des Affaires étrangères, plus ferme dans sa réaction), soit le calendrier ukrainien percute tout », spéculait un visiteur régulier du Président.

« Illisible, estimait un autre, plus sévère. Sauf à penser que, au prétexte de sécurité nationale, l'usage de la force est légitime et relève de la prérogative de tout Etat ». Et le même de conclure : « Macron joue la carte de l'apaisement avec Trump, sans avoir la garantie que ça marchera. »



Inuits et jours

Jean-Noël Barrot a aussi évoqué les menaces de Trump au sujet du Groenland : « Nous allons réaffirmer la solidarité européenne envers les gouvernements danois et groenlandais, sous la forme d'un déplacement de plusieurs ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, à l'invitation des autorités du Groenland. »

Mais pas trop vite, quand même. « Ça ne se fera pas dans la semaine, prévient Barrot. C'est loin, Nuuk. »

Et, en plus, il y fait froid.

Avec des Delcy...

Toujours en marge du Conseil des ministres, Emmanuel Macron s'est épanché sur Delcy Rodríguez, devenue présidente par intérim du Venezuela. « Trump, a-t-il estimé, s'est entendu avec elle sur le pétrole en la menaçant de lui faire subir le même sort



que Maduro si elle ne faisait pas ce qu'il lui demandait. Mais ce n'est pas la volonté du peuple vénézuélien. »

De là à craindre une « conjonction » entre « les chavistes soutiens de Rodríguez » et « les intérêts américains »... « Il ne faudrait pas, dixit Macron, que rien ne change pour le peuple vénézuélien et que la seule chose qui change soit l'accès des Etats-Unis aux ressources pétrolières. »

Où va-t-il chercher tout ça ?

Anti-Trump de Corrèze

François Hollande n'a pas raté l'occasion de tacler son successeur à propos du Venezuela. « Macron ne veut pas se fâcher avec Trump. Il pense qu'il est toujours possible de négocier avec lui, mais il se trompe, analysait-il lundi 5 au matin, en petit comité. On ne peut négocier avec Trump que sur un rapport de force que Macron n'exerce jamais. »

Du même Hollande : « Il (Macron) veut rester en ligne avec

Tête d'enterrement à LFI

MATHILDE PANOT a déposé avant Noël une proposition de loi « visant à rendre effective la liberté des funérailles ». En clair, il s'agit d'autoriser les citoyens à se faire enterrer dans un linceul, et non plus exclusivement dans un cercueil. Actuellement, seul le département de Mayotte (dont la population est majoritairement musulmane) dispose de cette possibilité.

Dans son exposé des motifs, la présidente du groupe LFI explique que « 73 % (des Français) souhaitent avoir accès à des méthodes de funérailles plus écologiques que la crémation, génératrice de gaz à effet de serre, ou l'inhumation au cimetière, qui questionne au regard de l'emprise foncière croissante qu'elle nécessite et de l'effet conjugué de la pollution et de l'artificialisation des sols qu'elle entraîne. »

« La présente proposition de loi, conclut-elle, vise donc à mettre en accord le cadre

légal des funérailles avec notre époque. Elle rendra effective la liberté des funérailles, en garantissant des funérailles laïques, écologiques et accessibles, tout en ouvrant la voie à la transition funéraire souhaitée par les Français.es ».

Une « laïcité » relative, puisque deux religions, l'islam et le judaïsme, imposent

des funérailles hors cercueil. Il n'en a pas fallu plus pour que de mauvaises langues voient dans cette proposition de loi une démarche communautariste.



Mais puisque c'est bon pour la planète!

Le président français a profité du Conseil des ministres, réuni lundi 5, pour tenter de corriger le tir, mais l'impression de malaise demeurait. D'autant que Trump a cru judicieux de retweeter la réaction première de son homologue français. « Le grand mystère, a tenté de se dédouaner Macron en marge du Conseil, c'est pourquoi Trump m'a retweeté, alors que je parlais d'une option différente de la sienne concernant la future gouvernance du Venezuela ». Et il a déploré que, « [s]a référence au vainqueur de l'élection de 2024, le président Edmundo Gonzalez Urrutia, personne ne l'a[it] reprise. » « C'était pourtant une manière de montrer que je n'étais pas dupe, que ce n'était pas parce qu'on avait délogé Maduro que tout était réglé », a-t-il assuré. On l'avait donc encore une fois mal compris!

Jean-Noël Barrot, le ministre des Affaires étrangères, a défendu, le 6 janvier en petit comité, la thèse d'un partage des tâches : « Quand le Quai d'Orsay s'exprime, il le fait avec l'aval de l'Elysée. Il n'aurait pas été utile de répéter ce qui avait déjà été formulé en termes forts. » Et son entourage de préciser : « Le message, c'est : « Non, Donald, ça ne peut pas se passer comme ça. » La France, qui n'a pas de leçons à recevoir en matière de défense du droit international, refuse de s'en tenir à une posture contemplative. Pas question de se résoudre à la loi du plus fort. »

Ils doivent trembler, à la Maison-Blanche et au Pentagone !

Verse toujours

Que faisaient donc ensemble l'ancien maire socialiste Bertrand Delanoë et le candidat Horizons à la mairie de Paris, Pierre-Yves Bournazel, attablés le 21 décembre au bistro Verse toujours, dans le quartier parisien des Gobelins ? « Delanoë lui a confirmé qu'il soutenait Emmanuel Grégoire (le candidat du PS), mais il dira un mot positif sur Bournazel », décrypte un proche de l'ancien maire.

Leurs échanges d'amabilités par médias interposés ne

Sœur Anne de Paris

ENTRE Noël et le Nouvel An, Anne Hidalgo n'a pas plus fait campagne que le reste du temps pour son ancien dauphin Emmanuel Grégoire ; elle a préféré accueillir à l'Hôtel de Ville des cols romains, des soutanes noires, des tuniques blanches, des chemises de scout, un cardinal et des évêques.

La maire de Paris a ainsi programmé, le 30 décembre, une réception 100 % chrétienne avec des dignitaires catholiques, orthodoxes et protestants, en marge d'un pèlerinage organisé par la



sont d'ailleurs pas passés inaperçus dans les staffs des deux candidats.

Commentaire d'un proche d'Emmanuel Macron : « Depuis Delanoë, la gauche a toujours su trouver des idiots utiles à droite, et, Bournazel a beau avoir un visage de quadra, il est l'archétype de la vieille droite parisienne, qui s'est attachée à systématiquement faire perdre son camp à chaque élection. »

L'« idiot utile » appréciera.

Chef de famille

A défaut de pouvoir diriger un parti, Laurent Wauquiez s'efforce de conduire sa propre famille. Il a demandé à son frère, Wladimir, 62 ans, d'être candidat aux municipales à Roanne (Loire). A l'hebdo « Le Pays roannais » (31/12/25), le chef d'entreprise et sculpteur à ses heures précise

C'EST PAS LE MOMENT D'ÊTRE PATRAQUE



s'être installé « très récemment » dans la commune et être encarté aux Républicains. « Mais juste pour soutenir [son frère]. » Il lui paie la cotisation, au moins ?

Quant au rejeton de Laurent, Baptiste, 22 ans, il sera candidat à la mairie du Puy-en-Velay (Haute-Loire), la commune que papa a dirigée de 2008 à 2016. Lui a ussi encarté à LR, il était apparu posant dans « Paris Match » (29/4/25) au côté de son paternel deux semaines avant que ce dernier soit battu



par Retailleau lors de l'élection à la présidence du parti. Le fiston était censé « apporter le regard de [sa génération]. » Faut peut-être mettre des lunettes...

Cette fois, le plan de Wauquiez père est simple : Baptiste figure sur la liste conduite par le maire

Royal enfin présidente !

Ségolène Royal préside enfin quelque chose : l'Association France-Algérie (AFA). Le conseil d'administration de l'assoce l'a désignée le 18 décembre, soit un mois tout juste après la libération de Boualem Sansal. Une info passée à la trappe en France mais largement relayée dans la presse algérienne, qui ne se prive pas de rappeler combien Royal a été critique sur la gestion de la crise avec Alger par Macron et Retailleau.

L'AFA précise sur son site que l'ex-candidate socialiste à l'Elysée s'inscrit « dans la continuité



des présidents Edmond Michel, Georges Gorce, Stéphane Hessel, Germaine Tillion, Jean Charbonnel, Bernard Stasi, Pierre Joxe, Jean-Pierre Chevènement [et] succède à Arnaud Montebourg ». Son prédécesseur à la tête de l'AFA s'est d'ailleurs moqué de cette promotion devant un de leurs amis communs : « Tu as vu ce qu'elle est devenue ? »

Ce qu'il était juste avant elle...

Ça va Bardot !

Emmanuel Macron n'a pas reçu le carton d'invitation à l'effigie de Brigitte Bardot entourée de bébés phoques pour la cérémonie d'adieu organisée ce 7 janvier à Saint-Trop. L'époux de BB, Bernard d'Ormale, ancien conseiller de Jean-Marie Le Pen, a en revanche convié Marine Le Pen, ainsi que l'écrivait « Le Canard » (31/12/25).

« Ce sont les dernières volontés d'une défunte et de sa famille, il faut les respecter, relativisait le chef de l'Etat le 31 décembre devant quelques proches. Et puis, il n'y a pas d'hommage national, donc il n'y a pas de raison que le Président soit présent. »

Si Macron, que BB qualifiait de « malféique », accepte de faire profil bas, il ne se prive pas de rappeler que des représentants du RN s'étaient, eux, invités à la panthéonisation du résistant communiste Missak Manouchian, en février 2024, alors qu'ils n'y étaient pas les bienvenus.

Et Dieu créa l'infâme ?

Jacobelli, l'ami des femmes

LE DÉPUTÉ Laurent Jacobelli, porte-parole du RN, porte une parole pleine de fraîcheur. Le 19 décembre à Metz, lors de la séance du conseil régional du Grand Est, où il siège comme président du groupe RN, il a lancé à la vice-présidente LR, Valérie Debord : « Pauvre femme ! »

Avant de refuser de s'excuser, en jurant ses grands dieux qu'il ne s'agissait pas de sexisme... Ben non, évidemment !

Moins de trois mois auparavant, le 2 septembre, Jacobelli avait été condamné par la justice pour avoir traité l'ex-macroniste Belkhir Belhaddad, député de la Moselle, comme lui, de « racaille ». Mais le tribunal de Thionville ne l'a condamné

qu'à une amende de 300 euros avec sursis, considérant que, si le terme de « racaille » présentait un « caractère fortement péjoratif », il n'avait pas pour autant de connotation raciste et qu'il y avait « lieu d'en relativiser l'effet » dans un contexte de « joute politique ».

Depuis, Jacobelli se sent autorisé à y aller gaieement. Le 30 octobre à l'Assemblée, il s'en est pris à la députée écolo Sandrine Rousseau : « Y a-t-il un docteur dans la salle ? », « Manger des graines, ça rend dingue ! », « Sandrine, prends un cachet, tu vas craquer ! », « Pin-pon,

pin-pon, pin-pon ! », avant de répéter qu'elle était « complètement dingue ». Ce qui lui a valu un rappel à l'ordre pour propos sexistes de la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet. Encore une « dingue », sûrement...

Tout comme Martine Lizola, sa collègue LR au conseil régional, au sujet de laquelle il a lancé, le 14 novembre : « Faut qu'elle arrête d'écouter des musiques violentes, j'ai peur que ça nuise à son discernement. » Est-ce sa faute, à Jacobelli, si elles sont toutes foldingues ?

Attention, hein, il n'a pas dit « hystériques » !

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

minimares

● Le président du conseil départemental de la Lozère, Laurent Suau, est un vilain copieur. Pour souhaiter la bonne année à ses administrés sur les réseaux sociaux, a noté « Midi libre » (1/1), il a reproduit au mot près un paragraphe des vœux de son voisin et homologue de l'Hérault, Kléber Mesquida. « Quand on fait du copié-collé (...), a commenté la députée Sophie Pantel, on efface au moins le nom du département sur lequel on a pompé ! » Flemmard et maladroït, avec ça !

● Invité de la matinale de France Inter (6/1), Dominique de Villepin a piqué une colère devant la patronne de la station dès la sortie du studio, ce qu'il avait déjà fait à France Info (« Le Canard », 10/12). Motif du courroux, cette fois : les « méthodes » de la cellule investigation de Radio France, coupable de s'être penchée sur les affaires chinoises de l'ex-Premier ministre. On peut donc fustiger Trump et copier ses méthodes...

● « Comment je fais, moi ? » s'est demandé sur RTL (31/12/25) le socialiste Daniel Vaillant, ministre de l'Intérieur sous Lionel Jospin, privé de chauffeur depuis la suppression des avantages à vie des anciens ministres. Il ajoute : « Ma femme, pour être très clair, me dit : "Je ne veux pas que tu reconduises." » Voilà qui, à coup sûr, convaincra Lecornu de revenir sur sa décision !

● George et Amal Clooney ont-ils bénéficié d'un passe-droit pour obtenir la nationalité française ? Une « polémique à deux balles », juge le ministre de l'Economie, Roland Lescure, dans « Le Parisien Dimanche » (4/1), en verve avant d'éniermes débats budgétaires. Pas de quoi remplir les caisses de l'Etat.

● De la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, dans le « JDD » (4/1) : « La copie initiale du gouvernement prévoyait de réduire de deux tiers le déficit par la baisse des dépenses et un tiers par la fiscalité. » Avant de s'emmêler les pincesaux en ajoutant : « Mon objectif est resté le même : au moins la moitié de la réduction du déficit doit venir de vraies économies, pas uniquement de la fiscalité. » Faudrait savoir : les deux tiers ou la moitié ?

● Toujours dans le « JDD » (4/1), la même Amélie de Montchalin est formelle : « Nous pouvons poursuivre la vaccination du cheptel français. » Après quoi elle aborde la question budgétaire : « La loi spéciale n'est pas un choix politique » mais « un pis-aller ». C'est de l'humour vache ?

● A Paris, le socialiste Emmanuel Grégoire explique dans « La Tribune Dimanche » (4/1) qu'il veut « engager une révolution démocratique en allant à la rencontre des habitants chaque année ». Hasta la victoria, siempre !

● La politique, c'est du gâteau pour le député RN Julien Odoul, qui a accompagné ses vœux sur les réseaux sociaux de la photo d'un flan : « Je vous souhaite une année aussi savoureuse, aussi authentique et aussi solide que ce premier flan pâtissier de 2026. Sans poudre aux yeux ni arômes artificiels. » Pour la consistance du propos, il faudra lui demander la recette.

● « Je suis un homme de droite et un homme libre », assure Didier Brémont, le maire (LR) de Brignoles (Var), au « Parisien » (31/12/25). Une précision utile, alors que le RN a décidé de ne pas présenter de liste contre lui en cas de renouvellement de sa candidature. « De droite » et « libre », surtout quand personne ne lui marche sur les pieds.

● Pour son 4000^e numéro, « Paris Match » (24/12/25) a proposé à Rachida Dati d'écrire un texte sur les bijoux architecturaux français. La ministre de la Culture en a profité pour faire l'éloge du magazine : « ses pages continueront, longtemps encore, d'offrir [à ces monuments] l'écrin qu'ils méritent. » Parole d'experte es... écrins à bijoux ?

● La fréquentation du musée du Louvre a légèrement augmenté en 2025 par rapport à 2024, avec 9 millions de visiteurs. Sans compter ceux entrés par la fenêtre.

● Au grand jeu « Ma dédabolistation partout », Catherine Rimbart, députée RN et conseillère régionale de Paca, n'a rien trouvé de mieux à faire que de présenter aux Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation du Vaulcuse ses « meilleurs vœux de santé et de prospérité », agrémentés de 21 photos de sa binette. Le concours continue !



Epargne à fond la caisse

LES FRANÇAIS détiennent enfin ! – un record d'Europe : leur taux d'épargne atteint 18,7 % de leur revenu disponible, selon les dernières statistiques de la Banque de France. Soit 439 milliards d'euros sur leur Livret A, 162 milliards sur leur Livret de développement durable et solidaire (LDDS) et 81 milliards sur leur Livret d'épargne populaire (LEP), réservés aux ménages modestes. Dans quelques jours, le taux de l'épargne réglementée sur le Livret A et le LDDS, qui s'élève à 1,7 % depuis août 2025, va baisser, tout comme celui du LEP, en raison de la très faible hausse des prix (0,9 % sur un an en novembre 2025).

La faiblesse du rendement des livrets pousse depuis des années les Français, en particulier les plus aisés, à leur préférer un autre produit financier offrant un rendement légèrement plus élevé et un avantage majeur en matière de succession : l'assurance-vie. A la fin du mois d'octobre, selon les dernières données connues (« Le Figaro », 23/12), son encours atteignait 2100 milliards d'euros, en hausse de 6,5 % sur un an. Encore un record !

Cette passion nationale pour l'épargne peut se traduire simplement : chaque fois qu'un ménage français gagne 1 euro, il en dépense

seulement 81 centimes. Une faiblesse de la consommation qui pèse sur la croissance, inférieure à 1 % cette année.

Tout bénéf pour tout le monde

Pour l'Etat comme pour les agences de notation, cette abondance d'épargne constitue une bonne nouvelle. Elle offre l'assurance que les centaines de milliards d'euros mis de côté par les ménages permettront de financer les intérêts de l'abysmale dette publique. Faut-il rappeler qu'en 2026 la charge des intérêts de la dette devrait atteindre 74 milliards, avant de grimper à près de 100 milliards en 2029 ?

Pour les banques françaises, qui réalisent une part de leurs importants bénéfices grâce aux frais de gestion facturés sur les livrets bancaires ou les contrats d'assurance-vie, c'est également une excellente nouvelle. Cette situation leur permet d'améliorer encore leur rentabilité sans prendre le moindre risque, puisqu'elles ont la garantie de récupérer les fonds de leurs clients investis en emprunts d'Etat. Ce qui est moins sûr lorsqu'elles financent les investissements d'un particulier ou d'une entreprise.

Alors que c'est pourtant leur raison d'être, si l'on en croit les manuels d'économie...

Avec la Coordination rurale, l'extrême droite fait son beurre à la ferme

Bravant les interdictions, les paysans, chauffés à blanc par le deuxième syndicat agricole, convergent vers Paris pour en découdre.

LCOURT les plateaux de télé et les studios de radio pour expliquer les raisons de la grogne paysanne. Avec ses fines lunettes et son air de premier de la classe, François Walraet est la face présente de la Coordination rurale (CR), qui enchaîne les opérations coup de poing. Docteur en physique des plasmas, ce polytechnicien de 50 ans s'est découvert une fibre paysanne sur le tard, quand il a repris, en 2015, la ferme paternelle à Saint-Christophe-en-Bourbonnais (Allier) : 333 ha de maïs, qu'il exploite en grande partie depuis Paris, grâce à un salarié à plein temps. Un gros bonnet des céréales pour défendre les petits « bonnets jaunes », il fallait y penser !

La pépinière du RN

Bombardé secrétaire général du deuxième syndicat agricole le 10 décembre, Walraet le jure au « Canard » : « *La Coordination rurale est apolitique. Elle n'est absolument pas noyautée par l'extrême droite.* » Ce gentleman farmer qui a la bosse des maths n'a visiblement pas pris connaissance des chiffres publiés le 11 mai 2024 par le Cevipof, le Centre de recherches politiques de Sciences-Po, juste avant les élections européennes : selon ce sondage, 62 % des sympathisants de la Coordination rurale avaient l'intention de voter pour le RN, Debout la France, Reconquête ! ou Les Patriotes. On se souvient aussi de Jordan Bardella accueilli comme une rock star par les militants de la CR venus faire la claque au Salon de l'agriculture, en 2024, alors qu'Emmanuel Macron était copieusement hué par les mêmes. Chez les bonnets jaunes, le RN est comme un coq en pâte...

L'ancien président de la Coordination rurale de l'Aude, un frontiste de la première heure, ne s'est-il pas fait élire député RN en 2022 ? L'actuel patron de la section de la Manche, connu pour ses opérations musclées, comme le dépôt de têtes de sanglier

Ingérences rurales

LA SCÈNE, filmée le 27 décembre par des téléphones portables, a fait le tour des réseaux sociaux. Un agriculteur de la Coordination rurale est mis en joue à Auch (Gers) par trois policiers alors qu'il manœuvre son tracteur après avoir aspergé de lisier l'antenne locale de « La Dépêche du Midi ».

Le ministère de l'Intérieur suspecte le Kremlin d'avoir fait la promotion de l'insolite séquence, via plusieurs comptes russes. Pour connaître l'ampleur de la manip informationnelle, la Place Beauvau vient de saisir le Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères, Viginum. Ce n'est pas la première fois que les services russes s'amuse à amplifier sur le Net nos polémiques intérieures. Poutine aime faire du foin...



devant des locaux d'écoles, a, pour sa part, été à deux reprises suppléant d'une candidate RN aux législatives. Autre exemple ? Serge Bousquet-Cassagne, surnommé « Bousquet-Castagne », brigue ouvertement un mandat RN dans son fief de Lot-et-Garonne. L'animateur en chef du chahut anti-Macron au Salon de l'agriculture à l'oreille du nouveau président de la Coordination rurale. C'est un chaud partisan de la méthode dure, dont le slogan laisse rêver : « *Si vous ne faites pas peur, vous n'êtes pas entendu.* » Tout un programme...

Dans le Cher, ce mot d'ordre a été appliqué à la lettre. D'après les informations du Palmipède, le 19 décembre, les pandores ont dû se déployer dare-dare autour de la résidence secondaire du ministre de l'Intérieur, après avoir eu vent d'une opération commando des bonnets jaunes : ces derniers voulaient épandre du purin devant l'habita-

Le salaire en or de la grande argentière des syndicats

SON EXISTENCE est inconnue des militants syndicaux, son nom ne figure dans aucun rapport annuel, on ne la trouve même pas sur le site Web de l'Association de gestion du fonds paritaire national (AGFPN), dont elle est pourtant la déléguée générale...

Venue du ministère de l'Economie, Clara Sorin a été recrutée, sous contrat de droit privé, par l'AGFPN à la fin de 2016. Gérée conjointement par les principales centrales et le patronat, cette association a la lourde tâche de répartir les 160 millions d'euros annuels de leur financement public, lequel provient de subventions de l'Etat et d'un prélèvement sur tous les salaires du privé.

En neuf ans, l'ex-haute fonctionnaire a vu son salaire flamber de plus de 50 %. La Cour des comptes a fini par s'en émouvoir, jugeant, dans un

rapport de 2024, le niveau de rémunération « *pas en rapport avec les responsabilités effectives assumées* » et recommandant sa « *mise en cohérence* ». Sans donner de chiffres, hélas.

Chasseuse de primes

« Le Canard » les a obtenus. L'heureuse élue a été embauchée fin 2016 sur une base de 133 000 euros brut annuels, avant de bénéficier de substantiels coups de pouce. Fin 2019, le président (FO) et le vice-président (Medef) de l'AGFPN lui ont offert un avenant princier. Pompé sur la convention collective de l'ex-Pôle emploi, celui-ci lui a accordé une flopée d'avantages permanents qui lui ont fait atteindre les 175 000 euros de revenus en 2020. Enfin un pouvoir d'achat qui progresse !



Rebelote en 2021 avec une prime Covid et en 2022 avec une autre prime due à son changement de grade dans la fonction publique... dont elle est détachée depuis son embauche. Une belle façon d'en finir avec les discours qui opposent public et privé. Résultat : en 2022, sa rémunération atteint presque 200 000 euros par an. Voilà pour la « *mise en cohérence* ».

Longtemps, la déléguée générale a été la seule salariée de l'AGFPN, qui tourne avec

quatre employés mis à disposition par l'Unédic. Son job est simple mais décisif : elle fait verser les fonds publics aux syndicats de salariés et patronaux, puis réceptionne les rapports que ceux-ci lui envoient pour justifier de leur utilisation. Mais pas question pour elle de contrôler, c'est une prérogative du conseil d'administration paritaire. Cet entre-soi a fait touter la Cour des comptes, qui a formé le vœu que l'AGFPN « *renforce sa fonction de contrôle* » et « *mette en ligne sur son site les rapports annuels* ».

Contactés, la DG et le ministère du Travail (représenté au conseil d'administration de l'AGFPN) n'ont pas souhaité expliquer au « Canard » si les vœux des « sages » de la Rue Cambon avaient été exaucés. Ils n'ont plus qu'à les renouveler. Ça tombe bien, c'est la saison.

David Rousset

Le préfet de Sarko se prend une taule

UN REPRIS de justice peut-il rester aux manettes du Réseau radio du futur du ministère de l'Intérieur ? D'après les informations du « Canard », la Place Beauvau a décidé de congédier le préfet Guillaume Lambert après sa condamnation définitive, le 26 novembre, à deux ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis, dans l'affaire Bygmalion. L'ancien directeur de campagne de Nicolas Sarkozy pour la présidentielle de 2012 était devenu trop embarrassant pour le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez.

Gérald Darmanin, son prédécesseur à Beauvau, avait tout fait pour garder le préfet dans la place : le 20 mars 2023, le très sarkophile

ministre de l'Intérieur n'avait pas hésité à nommer Lambert, pourtant déjà condamné en première instance, à la tête de l'Agence des communications mobiles opérationnelles de sécurité et de secours (Acsmoss).

Sa mission ? Déployer un nouveau réseau de transmission haut débit pour les forces de l'ordre, les préfectures, les pompiers et le Samu. Le titanique projet à plus de 1 milliard d'euros, promis par Emmanuel Macron en 2017, a été repoussé à maintes reprises, notamment à cause des JO de Paris.

De là à dire que de mauvaises ondes contiennent de perturber la radio du futur...

O. B.-K. et C. L.

Guéguerre d'anciens combattants à Paris

LA DEVISE de l'Union nationale des combattants (UNC) ? « *Unis comme au front* ». Sa fédération parisienne, elle, est à front renversé depuis début décembre. Un nouveau bureau a porté un vieux grognard à sa présidence : Jean-Marc Thomas. Philippe Boulland, le sortant, a été destitué par le conseil d'administration, mais il refuse de quitter son poste, arguant de l'« *illégalité du scrutin* ». Le réfractaire garde la main sur le nerf de la guerre – le pognon. Du moins ce qu'il en reste : les réserves, fin 2024, s'élevaient à 40 000 euros... contre un peu plus de 250 000 euros cinq ans plus tôt.

Boulland assure au Volatile que les chiffres sont faux mais se montre ouvert à une suspension des hostilités. Sous les tirs de barrage de ses opposants, il veut bien reconnaître

sa dispendieuse passion épistolaire. Sa lettre trimestrielle à l'adresse des 800 adhérents de la section parisienne coûte 8 000 euros par an – il faut bien du papier pour entretenir la flamme... L'un d'eux, lecteur du Palmipède, se demande si le battu « *n'est pas en train de faire une Ciotti* », en référence à l'épisode où l'ancien patron de LR s'était enfermé à double tour dans son bureau après son exclusion par la direction du parti.

Le général Longuet, président de l'UNC, se pose tardivement en « médiateur ». « *La direction nationale a une trousse bleue que l'affaire s'ébruite. Aujourd'hui, c'est panique à bord !* » raconte un adhérent. Le galonné fait quand même monter à l'assaut son secrétaire général, qui assure : « *Les faits que vous relatez* (au « Canard »)

sont à minorer. » Et le trou de bombe dans la caisse ? La trésorière de la section parisienne de l'UNC explique qu'elle est « *la plus mal placée pour répondre* ».

Quant au nouveau président de la fédération parisienne, il affirme : « *Impossible de joindre le gestionnaire de notre compte à La Banque postale.* » Il n'a pas de téléphone de campagne ?

J.-L. L. T.

Les drôles de sociétés-écrans de Saadé

PLUS GÉNÉREUX que le Père Noël ? Rodolphe Saadé ! Une semaine tout juste avant les réjouissances du 25 décembre, le patron de CMA CGM a annoncé un bénéfice de 1,7 milliard d'euros, et un bonus pour tous les salariés de son groupe équivalant à trois semaines

de salaire. Champagne ! Enfin, sauf pour les soutiers de BFM TV, qui, eux, n'ont pas eu droit à la moindre cahouète !

« Le Canard » (10/9/25) avait révélé qu'une poignée de journalistes de la chaîne d'info en continu – les correspondants en région –

n'étaient pas salariés par la maison mère mais par une agence de presse répondant au nom d'AIMV, installée à Bordeaux. Ce subterfuge était destiné à éviter de payer avantages sociaux, intéressement et autres primes, auxquels ont droit les « vrais » salariés de Saadé. La société-écran recevait entre 800 000 et 900 000 euros par an, uniquement pour éditer des feuilles de paie.

Fin novembre, une intersyndicale maison réunissant 120 journalistes s'est émue du traitement réservé aux galériens de l'info, corvéables à merci, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Mais c'est la perspective de devoir rendre des comptes à la justice qui a mis les chottes à Saadé. Car le procédé utilisé s'assimile à un « marchandage de main-d'œuvre » ; pour des faits similaires, le procureur de Toulouse n'a pas hésité à mettre en garde à vue, en juin 2025, les frères Baylet, dirigeants du groupe La Dépêche du Midi.

Résultat : le contrat liant AIMV et BFM s'est terminé le 31 décembre, mais une autre agence de presse, basée à Rouen, est chargée de prendre le relais et de gérer les postes de correspondant à Montpellier, Toulouse, Nantes, Rennes et Bordeaux. Le patron de la boîte, Aktua Presse, précise au « Canard » qu'il veut « *appliquer strictement les obligations conventionnelles liées à la profession* ». Mais hors de question d'embaucher au tarif en vigueur à BFM...

Alors qu'à l'Assemblée le débat sur le devenir de l'audiovisuel public s'envenime, Hadrien Clouet, député LFI de la Haute-Garonne, va interroger le gouvernement sur les pratiques salariales dans le privé. Et envisage d'effectuer un signalement auprès du procureur de Paris pour marchandage de main-d'œuvre. Montant de l'amende prévue par le Code pénal : 150 000 euros. Même pas 1 pour 10 000 du bénéfice annuel de CMA CGM...

Didier Hassoux



Trump ne se contentera pas du Venezuela...

« **B**OMBARDER des centres de recherche nucléaire en Iran ou capturer Nicolás Maduro dans son lit, aucun pays européen n'en serait capable, assure un diplomate français de haut rang. Et aucun ne pourrait rattraper à Trump si, demain, les intérêts des États-Unis le poussaient à user de telles actions contre nous. Qui se battra pour le Groenland ? Pas même le Danemark. » Et d'ajouter : « *Les condamnations et les rappels du droit international sont aussi vains que l'espoir de le voir perdre les élections de mi-mandat, en novembre.* »

L'opération « Absolute Resolve » (« détermination absolue »), qui a conduit à la chute du dictateur Nicolás Maduro, accusé de narcoterrorisme, a sidéré gouvernements et états-majors. Les Américains ont démontré leur incontestable supériorité technologique et opérationnelle. Selon le renseignement militaire français, « Absolute Resolve » a été précédée, le 26 décembre, d'une sorte de répétition générale planifiée par la CIA – et tota-

lement passée sous les radars. Parti en éclairage de l'aéroport Rafael Hernández, à Porto Rico, un drone MQ-9 Reaper équipé de 10 missiles Hellfire avait reçu pour mission de trouver « *la meilleure route en s'immerçant dans le ciel du Venezuela sans être repéré ni identifié* », explique un expert. Le raid de ce Reaper, accompagné d'un avion de guerre électronique EA-18G Growler de la marine et d'un C-130 Hercules, a permis de neutraliser cer-

taines défenses antiaériennes. Puis, dans la nuit du 2 au 3 janvier, la Force Delta 7 – la crème de la crème en matière d'opérations à hauts risques – a mené l'assaut final : infiltration, neutralisation des transmissions, black-out à Caracas et capture de Maduro, surpris avec son épouse, Cilia Flores, dans l'une des nombreuses résidences où le couple dormait. Ce qui suppose d'évidentes complicités.

L'affaire a été menée « à la Trump » : la CIA a opéré sans

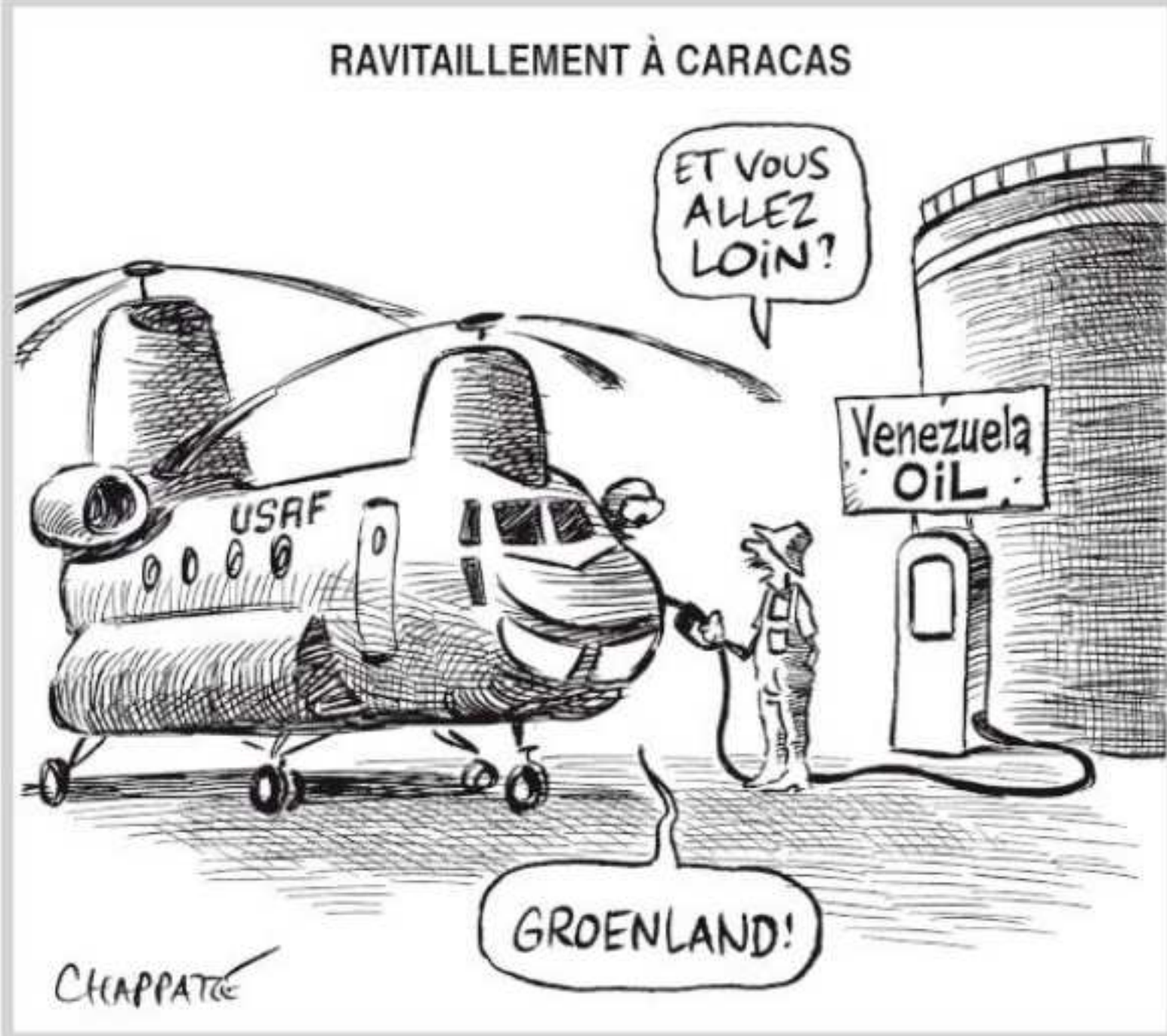
filet, et le Président ne s'est pas embarrassé de l'accord préalable du Congrès. Certes, son action viole les principes de la Constitution. Mais qui ira lui chercher des noises ? « *Ce coup d'éclat et l'annonce par les Etats-Unis qu'ils administrent provisoirement le Venezuela signifient la fin de l'ordre mondial tel qu'on le connaissait depuis 1945* », constate un conseiller de Matignon. Lequel s'inquiète de cette nouvelle « doctrine Donroe » (contrac-

tion de « Donald » et de « Monroe »), qui fait de l'ensemble du continent américain la chasse gardée des Etats-Unis.

Appétit d'ogre

Dans le veldt de Trump : Cuba, la Colombie et le Groenland, dont il « *s'occupe[a] dans environ deux mois* », a-t-il annoncé. Sa politique étrangère s'est dégaïe de tout impératif moral ou juridique, synonyme à ses yeux d'impuissance et d'inutilité. Seuls comptent les intérêts économiques des USA (et les siens), comme il l'expliquait déjà en 2016 : « *Nous sommes allés [en Irak], nous avons dépensé 3 000 milliards de dollars, perdu des milliers de vies, et, au final, nous n'obtenons rien. Autrefois, c'est au vainqueur que revenait le butin (...). Moi, j'ai toujours dit : "Prenez le pétrole."* » Le 3 décembre, depuis Mar-a-Lago, Trump annonçait son intention d'exploiter le pétrole du Venezuela.

Coincée entre les impérialismes russe et américain, l'Europe joue son avenir. Soumission ou indépendance ? Il faudra choisir.



Sous Macron, la corruption bat des records

Depuis 2017, 25 ministres ont eu à répondre à la justice, 8 font toujours l'objet de poursuites.

EN MACRONIE, les affaires sont restées les affaires... et « la République exemplaire » promise est demeurée au vestiaire. Depuis l'arrivée de Macron à l'Elysée, en mai 2017, pas moins de 25 ministres ont eu maille à partir avec la justice. Quatre ont été condamnés, 13 ont été blanchis et 8 font toujours l'objet de poursuites. Sans parler des proches collaborateurs du chef de l'Etat (Alexandre Benalla, Alexis Kohler, Thierry Solère...) qui ont eu à répondre à des magistrats. Un comble, pour celui qui avait fait de la moralisation de la vie politique un marqueur de son programme !

« Peut-on imaginer sérieusement présider aux destinées du pays, ou même simplement se présenter aux suffrages des Français, alors que sa probité personnelle a été mise en cause ? Je ne le pense pas », écrivait en 2016 le candidat Macron dans « Révolution » (XO Editions). En mars 2017, sur France 2, il récidivait, faisant sienne la jurisprudence « Bérégovoy-Balladur » : « Un ministre doit quitter le gouvernement quand il est mis en examen. » Quelle audace !

Examen de situation

L'engagement a tenu deux ans... Si, un mois à peine après leur nomination dans le premier gouvernement Philippe, François Bayrou (Justice), Marielle de Sarnez (Affaires européennes) et Sylvie Goulard (Armées) ont rendu leur marouquin pour cause d'enquête préliminaire sur les assis-



tants parlementaires du MoDem, le même Bayrou est devenu, par la grâce présidentielle, Haut-Commissaire au Plan en septembre 2020, alors qu'il était mis en examen depuis décembre 2019. Même trajectoire ou presque pour Richard Ferrand : nommé, en mai 2017, ministre de la Cohésion des territoires, il a quitté le gouvernement le 21 juin suivant, après les révélations du « Canard » sur son implication dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne. Malgré sa mise en examen en 2019, il est resté à la tête de l'Assemblée nationale... et, après l'abandon des poursuites, il a pris les rênes du Conseil constitutionnel. Il doit avoir des amis haut placés !

Oubliée, donc, la doctrine Bérégovoy-Balladur. Désormais, un membre du gouvernement est limogé quand il est condamné, et pas avant. Alain Griset a été le premier à éprouver cette nouvelle « jurisprudence » (qui n'est en pas une car sans fondement juridique). Deux heures après sa condamnation, le 8 décembre 2021, le sous-ministre aux PME a rendu son tablier alors qu'il avait été renvoyé devant le tribunal correctionnel, le 22 septembre 2020.

Après lui, Dupond-Moretti a bénéficié de cette nouvelle jurisprudence : ce qui lui a valu, le 16 juillet 2021, d'être le premier et seul ministre de la Justice en exercice de la V^e République

à être mis en examen. Accusé d'avoir voulu, après sa nomination Place Vendôme, régler ses comptes avec trois magistrats ayant mis en cause ses clients à l'époque où il était avocat, il a été blanchi par la Cour de justice de la République le 29 novembre 2023. Même Rachida Dati, garde des Sceaux sous Sarkozy, n'avait pas réussi pareil exploit.

Grâce au changement de pied gouvernemental, la désormais ministre de la Culture peut donc attendre tranquillement Rue de Valois son procès dans l'affaire Ghosn-Renault, programmé en septembre prochain. A moins que, d'ici là, un remaniement intervienne... Ou une nouvelle mise en examen dans l'affaire de ses bijoux non déclarés à la HATVP ? A moins que ce ne soit dans le cadre de la préliminaire ouverte le 16 avril par le Parquet national financier pour corruption, trafic d'influence, détournement de fonds publics, blanchiment...

Trou dans le racket

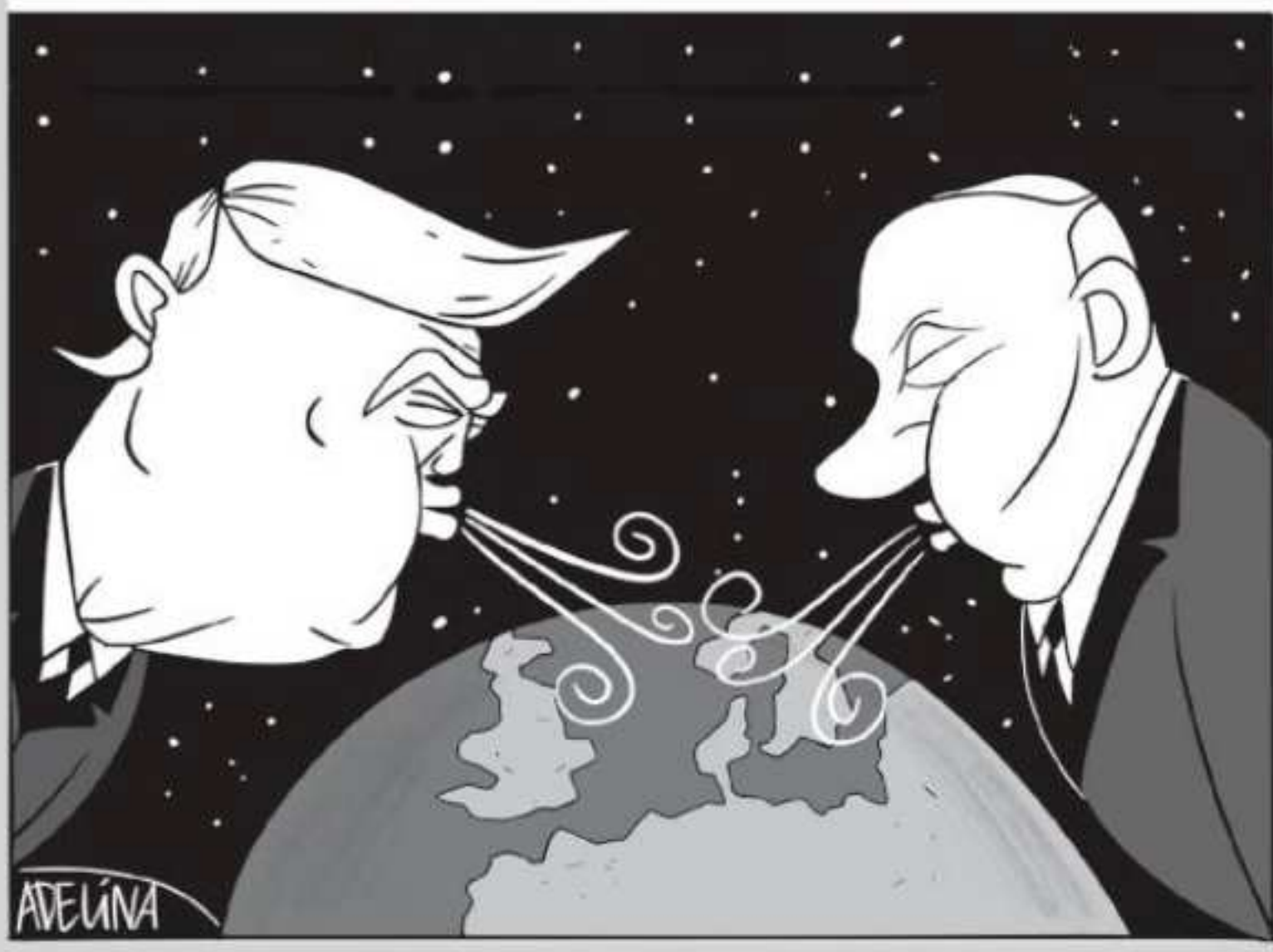
« N'accorder aucune importance à une mise en examen revient à alimenter le sentiment d'une justice politique et à prendre des décisions sans fondement », considère Transparency International. Dans son baromètre annuel réalisé depuis 1995 sur « la perception de la corruption », l'ONG situe désormais la France à la 25^e place, dix rangs derrière l'Allemagne. Cette « perception » est corroborée par les statistiques de l'Agence française anti-corruption, qui, entre 2016 et 2024, a constaté une hausse de 51 % des atteintes à la probité. « Nous disposons d'un arsenal législatif suffisant, estime Inès Bernard, déléguée générale d'Anticor. Mais c'est la volonté politique qui fait clairement défaut. »

La Cour des comptes ne dit pas autre chose. Dans un rapport publié le 9 décembre, elle écrit que, depuis le début du second quinquennat de Macron, « le cadre français de lutte contre la corruption a vu son efficacité limitée par l'absence d'une stratégie nationale clairement affirmée ». Les magistrats invitent l'exécutif à adopter « une gouvernance claire et un portage politique fort ». Et – pour-quoi pas ? – à mettre du pognon dans la lutte contre la corruption (lire encadré) ! Si le gouvernement a bien adopté, le 14 novembre dernier, un deuxième « plan de lutte contre la corruption » pour la période 2025-2029, le premier avait concerné les années 2020-2022. Entre les deux, personne n'a pris la peine de combler le trou noir du macronisme.

Révélateur, non ?

Didier Hassoux

VAGUE DE FROID EN EUROPE



Le château d'Avignon prend l'eau

L'HISTOIRE de Jean de Florette se rejouera-t-elle bientôt en Camargue ? A la mi-octobre, le conseil départemental des Bouches-du-Rhône, très endetté, a décidé de vendre à un duo d'Américains l'un de ses bijoux architecturaux : le château d'Avignon – sis, comme son nom ne l'indique pas, sur la commune des Saintes-Maries-de-la-Mer. Montant de la transaction : 4,5 millions d'euros. Fin 2025, les défenseurs du patrimoine ont déposé un recours contre la cession de ce lieu, classé monument historique, dont le département est propriétaire depuis 1984 et dont il n'a jamais vraiment su quoi faire (« La Provence », 31/12/25). Mais pas un mot, ou presque, sur l'autre enjeu de cette vente : l'accès à l'eau douce, crucial dans une région menacée de salinisation. Trop pressé de vendre, le conseil ?

Pompe honnête

Au gré des démantèlements du domaine, la pompe du château, installée en bordure du Petit-Rhône, est en effet devenue la seule source d'approvisionnement pour les terres agricoles de quatre immenses propriétés. Celle appartenant au Conservatoire du littoral a pour vocation de préserver la nature sauvage ; d'autres sont destinées à l'élevage de taureaux et de chevaux camarguais. Toutes comptent sur la pompe, qui tourne deux

cents jours par an en moyenne, chacun payant, au prorata de sa consommation, environ 20 euros de l'heure – un « prix raisonnable », selon les usagers.

Le département promet que la vente ne changera rien. Pas suffisant pour rassurer les propriétaires, qui, à l'avenir, ne dépendront plus d'un acteur public mais d'un particulier. Même très fortuné, celui-ci ne verra pas forcément d'un bon œil le coût de cette servitude. Car la pompe Dumont, classée elle aussi monument historique, est une vieille dame fragile qui doit être graissée manuellement plusieurs fois par jour. L'été dernier, lorsque sa température est montée à 140 °C au lieu de 70 °C, des gardes, thermomètre laser en poche, ont été embauchés pour la surveiller. Il faut aussi entretenir les robinets, ces canaux qui drainent l'eau sur plusieurs dizaines de kilomètres.

Les Domaines, le service de l'Etat chargé de procéder à l'estimation du bien pour le département, avaient averti du risque que représentait le fait de céder à un privé l'obligation d'alimentation en eau du voisinage : cette dernière générerait « une contrainte de maintenance forte pour assurer le fonctionnement des installations ». Or, pour l'instant, rien n'a été prévu pour garantir le maintien d'un prix de l'eau raisonnable et de l'entretien, hormis le rappel des servitudes.

Toro ! Toro ! Toro !

En cas de différend, le département, qui assure aujourd'hui la bonne coordination du système, pourra s'en laver les mains : il ne s'agira plus que d'un vulgaire conflit de voisinage entre deux propriétaires privés.

Preuve du malaise ? Mandy Graillon, l'élue chargée de superviser la cession, a déclaré il y a quelques jours que les Bouches-du-Rhône étaient en train d'étudier une autre piste, consistant à ne pas intégrer la pompe dans la vente. Sauf que, consultés par « Le Canard », les services du département affirment que domaine et système d'irrigation sont indissociables. A croire que Mandy Graillon, la première adjointe de Patrick de Carolis, en campagne pour les municipales à Arles, a juste voulu calmer les esprits. Gare au réveil de Manon des sources en 2026 !

Agnès Laurent

A Montrouge, Jeanne-d'Arc trébuche

S EPT ANS que ça dure ! Au sein de l'Institution Jeanne-d'Arc (JDA) de Montrouge (Hauts-de-Seine), qui accueille près de 1 000 élèves, la cheffe d'établissement, arrivée en 2018, est solide au poste... malgré plusieurs rapports de l'Inspection du travail, une mise en demeure sur les risques psychosociaux et trois condamnations aux prud'hommes avec plus de 92 000 euros d'indemnités à payer. Un ex-prof, qui se dit victime de « dérive managériale » depuis février 2025, confie avoir subi une « dégradation critique de [sa] santé mentale ». Rien ne bouge, car tout le monde se renvoie la balle. Dans les institutions cathos sous contrat, les enseignants sont rémunérés par l'Etat, tandis que les personnels administratifs dépendent d'une structure associative, l'organisme de gestion de l'enseignement catholique (Ogec), propre à chaque bahut.

Ça sent le roussi

Quand un dirlo est mis en cause, le rectorat explique ne rien pouvoir faire, puisqu'il n'est pas son employeur. Dans le même temps, l'Ogec de JDA avance que le mal-être concerne les enseignants, qui sont sous la responsabilité de l'Etat. Le diocèse ou la tutelle – dans le cas de JDA, une congrégation de sœurs dominicaines basées dans l'Aveyron – auraient bien leur mot à dire, mais tous deux semblent avoir fait vœu de silence, de même que la ville de Montrouge. Interpellé en 2023 par Juliette Méadel, une élue d'opposition, le maire, Etienne Lengereau (UDI), ne voyait là que « de la rumeur, de l'agitation et une intention de nuire ». Un point de vue qu'il maintient.

Le 20 novembre, Colombe Brossel, sénatrice socialiste de Paris, a dénoncé l'« inaction » du rectorat, qui « s'en remet systématiquement aux autorités diocésaines, sans engager de procédure disciplinaire », et en a appelé au ministre de l'Education. Deux syndicats de l'enseignement privé, la Fep-CFDT et le Spelc Versailles, ont, de leur côté, évoqué dans un communiqué (3/12) « une cogestion inacceptable entre l'enseignement catholique et le rectorat ».

Dans un communiqué adressé le 15 décembre aux personnels et aux parents d'élèves, l'institution évoque les courriers envoyés par un collectif « à une multitude d'autorités » : « Le fait qu'aucune de ces autorités (rectorat, diocèse, mairie, etc.) n'ait réagi à ces courriers démontre que leur contenu n'était pas sérieux. » Un raisonnement pour le moins audacieux ! D'autant que, depuis mai 2024, JDA a donc été condamné à trois reprises par les prud'hommes pour licenciement abusif. L'institution a fait appel de la deuxième condamnation, et, pour la troisième, elle a longtemps rechigné à régler 9 500 euros de dommages et intérêts et de frais de justice. S'y ajoutent désormais plus de 5 000 euros de pénalités de retard. La victime, déjà fragilisée, en est réduite à saisir de nouveau la justice. Un interminable chemin de croix...

En novembre, le rectorat s'est enfin résolu à lancer « un contrôle inopiné de l'établissement ». Dans ce cadre, affirme-t-il au « Canard », « de nouveaux témoignages sont intervenus, [lesquels] vont donc être pris en compte et donneront lieu, le cas échéant, à de nouvelles mesures ». Réveil tardif ou simple feu de paille ?

L'institution et le diocèse de Nanterre, eux, n'ont pas donné suite aux sollicitations du Palimpède. Jeanne-d'Arc craint le retour de flamme ?

Emmanuel Savoye



Le gendarme de la déontologie en plein burn-out

LA HAUTE AUTORITÉ pour la transparence de la vie publique (HATVP) crie famine, et Emmanuel Macron regarde ailleurs. Chargée, entre autres, de contrôler les déclarations de patrimoine et d'intérêts de 18 000 responsables publics (à commencer par ceux occupant les emplois les plus stratégiques), elle veille à prévenir les conflits d'intérêts et à identifier tout enrichissement illicite. Enfin, en théorie...

Dans la pratique, l'institution fait ce qu'elle peut avec ce qu'elle a, c'est-à-dire pas grand-chose, et de moins en moins. Dans son projet de loi de finances (PLF) pour 2026, Sébastien Lecornu a en effet proposé une baisse de 6 % du budget du gendarme de la déontologie, qui, aujourd'hui, s'élève à 12,2 millions d'euros (« La Lettre », 5/11/25). La transparence, ça commence à bien faire ?

Pour Jean Maïa, le président de la HATVP, il s'agit d'un véritable camouflet, lui qui avait déjà tiré la sonnette d'alarme au printemps dernier : « Mon devoir est de dire que nous avons besoin de plus de moyens financiers, humains et technologiques. Sans quoi c'est l'effectivité de nos contrôles qui s'en trouvera atteinte, et donc la crédibilité de l'institution » (« Le Monde », 27/4/25).

Les chiffres issus du projet annuel de performance annexé au PLF 2026 montrent à quel point la HATVP est larguée. En 2025, ses 75 agents n'ont pu contrôler que 4 500 déclarations sur les 10 000 qui lui ont été adressées par les représentants publics (45 %). Et cela ne risque pas de s'arranger. « Faute de moyens humains et informatiques supplémentaires », et face à l'« afflux massif attendu en raison des élections municipales (dépot des déclarations des maires, adjoints, etc.) », l'autorité prévoit un taux de contrôle qui ne dépassera pas les 30 % en 2026 ! Il devrait remonter péniblement à 40 % en 2027, avant de redescendre à 30 % en 2028 (« nouveau pic, avec les élections départementales et régionales »).

Pour ne rien arranger, l'instance est sommée d'exercer de nouvelles missions, alors même que des moyens lui sont retirés ! Depuis le 1^{er} octobre 2025, elle doit en effet recenser, dans un répertoire numérique, « toute personne physique ou morale qui promeut les intérêts d'une puissance étrangère auprès des pouvoirs publics français ».

Vu l'efficacité des contrôles de la HATVP, les agents russes, chinois et américains peuvent dormir tranquilles !

Clara Bamberger



« toute personne physique ou morale qui promeut les intérêts d'une puissance étrangère auprès des pouvoirs publics français ».

Vu l'efficacité des contrôles de la HATVP, les agents russes, chinois et américains peuvent dormir tranquilles !

Clara Bamberger

Coupe d'Afrique des nations : la politique s'invite au match

OUTRÉ par la piteuse élimination de son équipe nationale (trois matchs, trois défaites) lors de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), disputée au Maroc, le pouvoir gabonais a vu rouge. A l'orée du réveillon de la Saint-Sylvestre, Simplicie Désiré Mamboula, le ministre (par intérim) des Sports, a égrené d'une voix d'outre-tombe les sanctions consécutives à cette « prestation déshonorante » : dissolution du staff technique, suspension – jusqu'à nouvel ordre – de l'équipe et éviction de deux trentenaires jusqu'alors idolâtrés, Bruno Ecuele Manga et le Marseillais Pierre-Emerick Aubameyang. Deux jours plus tôt, l'ex-putschiste Brice Clotaire Oligui Nguema, élu chef de l'Etat en avril, avait déploré « une érosion préoccupante de la fibre patriotique ».

La preuve ! Le culte fervent que vouent les peuples d'Afrique au football confère souvent aux performances des joueurs une portée politique écrasante. Au sud du Sahara, il n'est pas rare que le choix du coach, voire du capitaine de l'équipe, se fasse dans le bureau de Son Excellence, et non dans le vestiaire ou dans les locaux de la Fédération. Quant au rappel en sélection d'une star expatriée, voire retraitée (comme le Camerounais Roger Milla en 1990), il résulte parfois d'un coup de fil venu d'en haut.

Il arrive aussi que la femme du chef pimente cette tambouille. Pour preuve, la mésaventure vécue par l'Allemand Lothar Matthäus, capitaine de la Mannschaft victorieuse du Mondial 1990. Pressenti deux décennies plus tard à la tête de l'équipe du Cameroun, l'ex-Ballon d'or n'a finalement jamais entraîné les Lions indomptables. A l'en croire, ce fut à cause du veto de la fantasque première dame, Chantal Biya. Motif ? La parution, dans la presse people, de photos de Mme Matthäus au bras d'un supposé amant ! Une infortune conjugale jugée de mauvais augure.

A Yaoundé, si l'ex-goleador Samuel Eto'o a accédé aux commandes de la Fecafot – la Fédé locale – et s'y maintient tant bien que mal, il le doit à la bienveillance de la first lady.

Excellence, et non dans le vestiaire ou dans les locaux de la Fédération. Quant au rappel en sélection d'une star expatriée, voire retraitée (comme le Camerounais Roger Milla en 1990), il résulte parfois d'un coup de fil venu d'en haut.

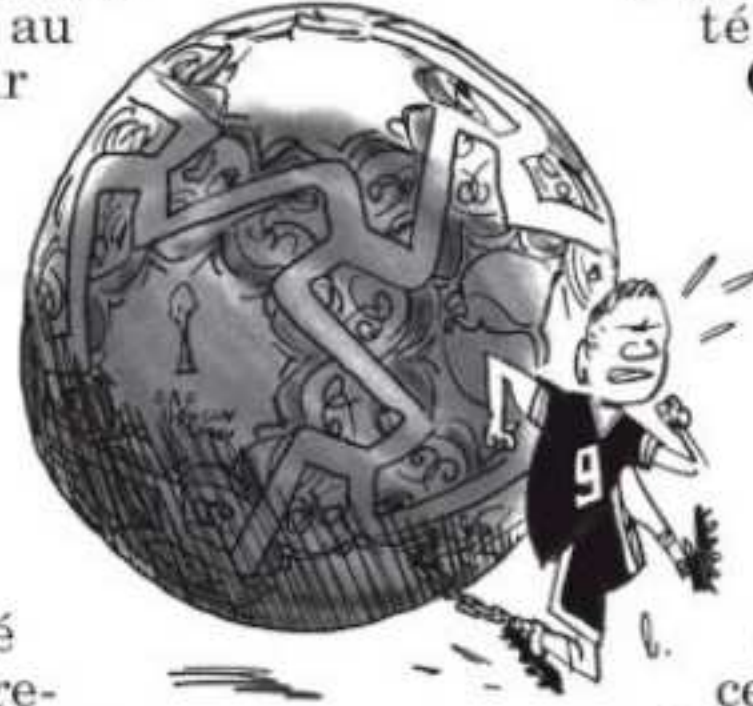
Il arrive aussi que la femme du chef pimente cette tambouille. Pour preuve, la mésaventure vécue par l'Allemand Lothar Matthäus, capitaine de la Mannschaft victorieuse du Mondial 1990. Pressenti deux décennies plus tard à la tête de l'équipe du Cameroun, l'ex-Ballon d'or n'a finalement jamais entraîné les Lions indomptables. A l'en croire, ce fut à cause du veto de la fantasque première dame, Chantal Biya. Motif ? La parution, dans la presse people, de photos de Mme Matthäus au bras d'un supposé amant ! Une infortune conjugale jugée de mauvais augure.

A Yaoundé, si l'ex-goleador Samuel Eto'o a accédé aux commandes de la Fecafot – la Fédé locale – et s'y maintient tant bien que mal, il le doit à la bienveillance de la first lady.

A Yaoundé, si l'ex-goleador Samuel Eto'o a accédé aux commandes de la Fecafot – la Fédé locale – et s'y maintient tant bien que mal, il le doit à la bienveillance de la first lady.

L'épisode gabonais ravive le souvenir d'un psychodrame datant de la CAN 2000. La débâcle des Eléphants de Côte d'Ivoire avait alors déchaîné le courroux du général Robert Guéï, auteur d'un coup d'Etat en 1999. De retour au pays, les vaincus s'étaient vus consignés pendant près de trois jours dans le camp militaire de Zambakro, où on leur avait enseigné la marche au pas et infligé des cours d'instruction civique. A leur sortie, tous avaient comparu au garde-à-vous devant le général Guéï, qui leur avait asséné une cuisante avoïnée.

Pour le Maroc, favori de son festival de CAN, l'enjeu n'est

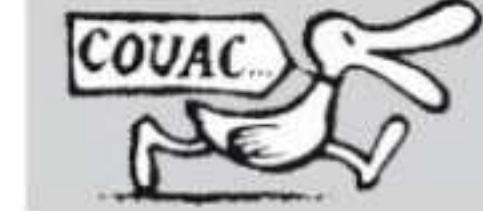


APRÈS MADURO, À QUI LE TOUR ?



ENLEVEMENT DE L'OURS BLANC DU GROENLAND, POUR TRAFIC DE POUDRE BLANCHE ET DE PÉTROLE

Milka de discrimination



PAS DE BRAS, pas de chocolat ! En arrêt maladie depuis plus de six mois, plusieurs salariés français du groupe américain Mondelez ont été privés, à Noël, des bonnes œuvres de son comité social et économique (CSE).

Mondelez (qui contrôle les marques de chocolat Milka, Toblerone et Côte d'Or, ainsi que les biscuits Lu, Oreo et Tuc) emploie presque 3 000 personnes dans l'Hexagone. En novembre 2023, son CSE a décidé, à l'unanimité, de modifier son règlement intérieur pour exclure des effectifs du groupe le personnel en arrêt maladie de longue durée ou en invalidité. Une mesure illégale car discriminatoire, selon le Code du travail.

Touchée par cette exclusion, Stéphanie a insisté pour continuer à bénéficier de ses avantages de salariée (subventions pour



les vacances d'été, la Fête des mères, Noël). Elle y était parvenue en 2024, mais, pour 2025, la réponse a été un non définitif.

Contactée, la direction de Mondelez France (qui préside les réunions dudit CSE), sans doute occupée par les fêtes de fin d'année, n'a pas trouvé le temps de répondre au « Canard ». Mais, le 18 décembre, Stéphanie a reçu un e-mail l'informant qu'un virement avait été effectué au titre de ses subventions de 2025, « en même temps que le rattrapage d'autres salariés sur le même item ».

Ses collègues souffrants apprécieront que Stéphanie n'ait pas lâché le morceau pour avoir sa petite part du gâteau.

L. G.

ZigZag

LA GALÈRE DES ROIS

La fabophilie, une activité méconnue, consiste à collectionner les fèves de galette des Rois. « Ouest France » (4/1) dresse le portrait de Stéphane Jouan, fabophile de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), qui a collecté plus de 30000 pièces de porcelaine et témoigne: « Avant, il y en avait 8000 accrochées aux murs... Mais ma femme m'a demandé de les ranger. »

Voilà un couple qui n'est pas près de rejouer la célèbre scène du « Mépris »: « Et mes fèves ? Tu les aimes, mes fèves ? »



C'EST BON POUR L'E-MENTAL

Selon une étude parue dans le très sérieux journal « Neurology » et menée sur 28 000 individus âgés de 58 ans en moyenne, il existerait « une corrélation entre consommation de fromages riches en matière grasse et diminution du risque d'apparition de démence » de type maladie d'Alzheimer (« Le Figaro », 5/1).

Autrement dit, les trous du gruyère protégeraient contre les trous de mémoire.

PENNE PERDUES

Ouf de soulagement pour l'industrie agroalimentaire italienne: alors que 13 marques de pâtes étaient menacées de droits de douane de plus de 91 %, en plus des 15 % déjà appliqués, le département américain du Commerce a annoncé une baisse drastique de ces taxes (« Les Echos », 5/1): « La Molisana voit son taux chuter à 2,26 %, tandis que Garofalo sera taxé à hauteur de 13,98 %. Pour les onze autres entreprises, un taux forfaitaire de 9,09 % a été retenu. »

Si la différence de traitement entre les marques reste un mystère, une chose est sûre: on a frôlé la pâte-agonie!

Pan sur le bec !

« Le Canard » s'est emmêlé les palmes, la semaine dernière, en datant sa une du 31 janvier 2025 (au lieu du 31 décembre).

Le coupable a été condamné à payer son coup durant trente et un jours...

L'association subventionnée cachait un salon de massage

Le bailleur social Paris Habitat, qui prêtait le local, a découvert le pot aux roses fin décembre.

On est décontracté, dans le XV^e arrondissement de Paris! Rue des Quatre-Frères-Peignot, la Maison de l'activité physique adaptée (Mapa), qui organise normalement des stages de gym et de jeux de société pour les seniors, cache depuis des mois dans son sous-sol un... salon de massage. Aucune indication explicite sur la devanture de l'association, sauf cette pancarte pour les durs de la feuille: « Séance en cours, merci de chuchoter ».



nine, sa directrice, assure que cela fait plus d'un an qu'elle travaille avec un contrat amical de « mise à disposition » de la cave.

Problème: depuis sa création, en 2017, la Mapa touche des subventions de l'Etat et de la Mairie de Paris, et n'est

pas censée en profiter pour pratiquer de la sous-location. Entre 2024 et 2025, elle a reçu environ 22 000 euros de la Ville. Son budget prévisionnel prévoit 50 000 euros de subventions pour le prochain exercice, versées pour moitié par le bailleur social Paris Habitat. Ce dernier, qui met son local à la disposition de la Mapa, n'était pas au courant de ses activités parallèles. Mis au parfum fin décembre, l'office a convoqué fissa sa présidente, par ailleurs proche d'un membre du cabinet du maire de l'arrondissement, Philippe Goujon. Résultat: la masseuse en chef d'Illuminessens a été priée d'aller exercer ailleurs. Tant pis pour les clients. Il y a peu, l'un d'eux avait laissé un gentil commentaire sur le site du salon, remerciant « Philippe » (pas le maire!) de lui avoir « permis de lâcher prise ». Permis retiré!

Tristan Berteloot

Un contrat au poil

En bas de l'escalier, le cabinet Illuminessens reçoit sur rendez-vous pour des sessions de modelage (seul ou à deux), des ateliers de méditation, des massages post-partum et même des épilations intégrales. Merci d'être velu! Jean-

Le gouvernement maltraite le numéro d'écoute des maltraités

Près de quatre ans après le début du scandale Orpea, et consécutivement à la loi Bien vieillir d'avril 2024, la secrétaire d'Etat à l'Autonomie, Charlotte Parmentier-Lecocq, s'apprête à lancer, en mars, un numéro d'urgence unique pour les personnes vulnérables – âgées et handicapées. Elle vient d'en attribuer le marché, le 19 novembre, à une entreprise dont l'offre était « économiquement la plus avantageuse », autrement dit à bas coût. Pour les vieux, il n'y a pas de petites économies! Le grand gagnant, Qualisocial, qui se présente comme « spécialiste de la santé mentale et du bien-être au travail », n'a pourtant jamais géré de plateforme téléphonique similaire. Non mais allô, quoi...

L'entreprise promet de traiter 3000 appels par mois pour 1,3 million d'euros annuels, contre les 2,1 millions d'euros proposés par son concurrent, Fédération 3977 contre la maltraitance. A titre de comparaison, la ligne d'écoute 3919, à destination des femmes victimes de violences conjugales, a perçu 5,3 millions d'euros en 2024, pour environ 100 000 appels. La ristourne de Qualisocial s'explique par la faible rémunération de ses « écouteurs », moins qualifiés (niveau bac) et moins rémunérés que chez son concurrent.

La hot line pourrait donc jeter un froid. D'autant que le ministère limite la durée moyenne des coups de fil à vingt minutes. Un laps de temps durant lequel les opérateurs devront rediriger les victimes vers les autorités compétentes (ARS, secours, etc.). « Or le premier appel est un déversoir, il n'y a que de l'émotion, il ne permet pas de qualifier les faits, objecte Vincent Le Scornet, le directeur général de Fédération 3977. Il nous faut trois ou quatre appels, soit au minimum une heure, pour bien orienter les plaignants. » Surtout s'il y a de la friture sur le Sonotone...

La Fédération s'y connaît. Propriétaire depuis 2008 de la ligne 3977, elle a reçu 60 000 coups de fil en 2024 et signalé 9 000 brimades physiques, psychologiques ou financières envers les personnes âgées et handicapées. Mais l'Etat a préféré créer un nouveau numéro, inconnu du grand public et low cost...

En évinçant Fédération 3977, le ministère entend-il garder la main sur le combiné? Il centralisera les chiffres des violences relevés par Qualisocial et en assurera la communication. Même si une affaire type Orpea survient de nouveau?

Fanny Ruz-Guindos

Le téléphone leurre

plaignants. » Surtout s'il y a de la friture sur le Sonotone...



De l'eau dans le gaz

MALGRÉ l'« affaire Perrier », jamais les Français n'ont bu autant d'eau gazeuse. Il y a deux ans, la célèbre marque d'eau à bulles de Nestlé s'est fait prendre la main dans le sac alors qu'elle écoulait de la flotte regazéifiée et filtrée en louchée sous la dénomination d'« eau minérale naturelle ». Résultat des courses: une chute de 20 % des ventes des fameuses bouteilles vertes. Un scandale qui n'a pourtant en rien étanché notre soif d'eau pétillante. Chaque année, on en siphonne 1,3 milliard de litres en bouteille, sans compter la flotte du robinet gazéifiée (10 millions de foyers, dans l'Hexagone, sont désormais

équipés d'une machine à injecter des bulles). Voilà l'occasion de rappeler à quel point l'industrie agroalimentaire est devenue accro au gaz carbonique. Chaque année, 350 000 tonnes de CO₂ alimentaire (purifié) sont utilisées en France pour gazéifier les eaux minérales en bouteille et recharger les fontaines à eau, mais pas seulement. L'industrie du soda, qui met en rayon tous les ans 40 milliards de litres de boissons gazeuses sucrées, est friande de gaz carbonique. Tout comme les fabricants de bières, dont les ventes ont bondi de 20 % ces cinq dernières années, dopées par la mode

des microbrasseries. L'E290, de son petit nom, sert à faire pétiller le breuvage mais aussi à tirer la bière. Et que dire de notre fringale pour les salades, les charcuteries et les fromages tranchés emballés sous atmosphère modifiée? En plus de faire des bulles dans l'eau, dans la bière ou le soda, le CO₂ allonge la date limite de consommation des produits en enrayant la prolifération des bactéries.

Dernier usage de l'E290: la surgélation, une technique en plein essor qui permet de refroidir en un clin d'œil viandes, poissons ou plats préparés. Cocorico: le premier producteur européen de gaz carbonique alimentaire est français. Chaque année, Air Liquide produit 1,2 million de tonnes de CO₂, dont une grosse partie est purifiée pour devenir de l'E290. Avec d'alléchantes perspectives, puisque la demande mondiale en gaz carbonique alimentaire devrait grossir de 5 % par an jusqu'en 2035, pour atteindre un chiffre d'affaires annuel de 5 milliards d'euros.

Petit bémol pour l'agroalimentaire: la hausse du coût du gaz naturel, depuis la guerre en Ukraine, a fait flamber le prix de l'E290, dont la production est très énergivore. Bientôt le retour à l'eau plate?



Nous ne pigeons rien aux pigeons!

BRIGITTE BARDOT aurait pu les prendre sous son aile, ces pauvres pigeons qui se font plumer par ceux qu'ils ont tant aidés! Depuis des années, les volatiles, qui ont joué les messagers durant les deux guerres mondiales, se retrouvent traqués par la RATP, la SNCF ou encore la Mairie de Paris, qui tentent de limiter leur nidification dans leurs installations (métros aériens, ponts, halls d'immeuble...). « On reçoit des alertes partout en France! » se désole Amandine Sanvisens, cofondatrice de l'association PAZ, qui a recensé 13 pièges dans la capitale.

Mi-décembre, une vingtaine de volatiles ont fini prisonniers d'un filet posé dans une résidence de RATP Habitat vers la porte d'Orléans, à Paris. Pire qu'une cage! Des bénévoles de Pinpon Pigeon, un collectif créé l'été dernier, ont volé à leur secours et les ont libérés, tout en prévenant la RATP de leur action. « Ils allaient mourir de faim et de soif! s'insurge Jessy, qui s'est découvert une passion pour ces bestioles. On les déteste alors qu'ils sont intelligents et propres, contrairement aux idées reçues. » Moi, moche et méchant... Mal-aimé des habitants, qui l'accusent de déféquer partout mais adorent le prendre en photo dans les parcs, le pigeon biset qui peuple nos villes n'a aucune existence juridique: l'animal n'est ni protégé, ni domes-

tique, ni sauvage, ni nuisible. S'attaquer à lui ne tombe pas sous le coup de la loi. A Lille, à Asnières-sur-Seine, à Reims ou à Orléans, on le gâze à coups de CO₂, alors que moins de 1 % des citoyens contactent les élus pour se plaindre de sa présence. Ailleurs – en zone rurale, notamment –, des tirs aux pigeons sont carrément organisés.

Avance ou roucoule !

En 2020, la feuille de route de Christophe Najdovski, adjoint d'Anne Hidalgo à la végétalisation et aux espaces verts, prévoyait de « demander aux partenaires de la ville (RATP, SNCF...) de prendre en compte la condition animale dans le déploiement de leurs dispositifs sur l'espace public (filets, protections, etc.) ». Après les images de ces « rats du ciel » – comme les appellent ceux qui les détestent – agonisant à la station de métro Jaurès, à Paris, en 2021, des alertes ont été portées au conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités et au Conseil de Paris, pour demander le retrait de ces systèmes qui tuent au profit d'autres moins cruels, comme les pigeonniers contraceptifs. Quatre ans plus tard, les attrape-pigeons perdurent.

Emmanuelle Souffi

Cette banque est une flèche

PROTÉGER les animaux grâce au Crédit agricole? Génial! Début décembre, une habitante de Loir-et-Cher reçoit un mail du Crédit agricole Val de France. La banque lui propose de soutenir une association culturelle, environnementale ou sportive. En tant que sociétaire (elle y a souscrit des parts sociales), chaque fois qu'elle retire de l'argent avec sa carte bancaire ou qu'elle en met sur son livret, la banque lui attribue gratuitement des points, appelés « Oui! », qu'elle peut ensuite redistribuer à l'association de son choix, elle aussi cliente du Crédit agricole et demandeuse d'un coup de pouce pour acheter du matériel, financer des équipements, etc. La banque va alors, abra-

cadabra, changer les points en euros (100 Oui! = 1 euro). « Un moyen simple pour permettre à chaque sociétaire d'agir, d'influer, de participer et d'aider facilement les associations qui font la richesse de notre territoire », se félicite le Crédit agricole.

La donatrice choisit d'aider une association qui œuvre pour la cause animale. Surprise! Parmi les 33 propositions, elle tombe sur trois associations de chasseurs, dont une répondant au doux nom de Chasse à l'arc Beauce Sologne.

Certes, les 90 adhérents de celle-ci n'utilisent pas de fusils. Cela ne les empêche pas d'afficher un beau tableau de chasse en 2025: 223 ragondins, 39 sangliers, 38 che-

vreuils, 8 cerfs, 4 renards. Tous dégommes à l'arc! Mieux, certains archers n'hésitent pas à aller faire des safaris à l'autre bout de la planète: ours noir transpercé au Canada, phacochère abattu au Sénégal, babouin, buffle, zèbre, antilopes tués en Afrique du Sud... Et tant pis si, selon les récits qu'ils postent sur le blog de l'association, les bêtes agonisent parfois sur des centaines de mètres avant de mourir. Commentaire d'un archer pour qualifier ces tirs: « un moment de communion avec la nature ». La sociétaire a attribué son pécule de points à une boîte d'insertion qui fait dans le bio. En espérant que ce soit du bio vraiment bio...

Pr C.

DRÔLES DE ZIGS

JACQUELINE FAURE, une habitante des Hautes-Pyrénées âgée de 76 ans, est devenue championne du monde de bowling dans la catégorie senior. C'est la première Française à remporter ce titre. Elle n'a pourtant « jamais vraiment appris à jouer » (« La Croix », 2/1). Et de préciser: « Je joue à l'instinct. Je n'ai aucune technique... Je joue très différemment des autres, plutôt en force, mais ça fonctionne! »

Voilà une idée de reconversion pour Macron après 2027, lui qui a été surpris en train de jouer au bowling à la veille de Noël.

LAURENT SAGET, le gérant du domaine de Terres blanches, un petit vignoble situé dans le Cher, a bénéficié d'un joli coup de pouce: une de ses bouteilles de sancerre est apparue dans un documentaire consacré à la star Taylor Swift et a immédiatement été propulsée parmi les articles les plus vendus sur le site Internet de l'américain Total Wine & More. « C'est fou de voir l'impact d'une personne sur un domaine pas hyper connu », a-t-il réagi sur Ici Berry (2/1), avant de lancer une invitation à la star de la pop: « C'est le moment de venir dans le Sancerrois pour visiter notre belle région. »

Et d'y chanter « Ah! le petit vin blanc »?



OLIVIER LÉTANG, le président du Losc Lille, déjà sanctionné pour sa véhémence envers les arbitres de foot, s'est une nouvelle fois emporté contre un homme en noir: celui de la rencontre entre les joueurs de la ville et ceux de Rennes, qui avait eu le malheur d'expulser un défenseur lillois dès la 13^e minute du match. « La Voix du Nord » (5/1) nous apprend que, « moins de quatre heures avant le coup d'envoi, Olivier Létang avait boudé sous la neige un semi-marathon ». Pour le calmer, on peut toujours courir!

FRANZ-OLIVIER GIESBERT, dans son édito en hommage à Brigitte Bardot (« Le Point », 1/1), l'affirme sans ambages: « Avec sa niaque et son absence totale de complexe, elle a été le chaînon d'une longue lignée de féministes, mot qu'elle n'aimait guère, après les écrivaines George Sand ou Virginia Woolf. »

BB, qui n'a cessé de promouvoir le mouvement #MeToo et de dédouaner les hommes qui mettaient les mains aux fesses des femmes, va retourner les siennes dans sa tombe!

Le rhinolophe, c'est ouf!



« LA HULOTTE » adressant un clin d'œil au « Canard » par l'intermédiaire du petit rhinolophe: l'année démarre bien! Le journal le plus lu dans les terriers, et ce depuis plus de cinquante ans, consacre son numéro 118 (1) à cette chauve-souris dont « la quasi-totalité des humains ne connaissent pas [le] nom et sont à des années-lumière de soupçonner [l']existence ».

Et, une fois de plus, l'ahurissement est garanti face à la folle inventivité du vivant. Pourquoi appelle-t-on communément « fer-à-cheval » ce mammifère volant qui a le poids et le calibre d'une noix? Parce qu'il « dissimule

son visage sous une espèce de masque vénitien, d'une forme compliquée, étrange, extravagante – et même vaguement effrayante », et que le bas de ce masque dessine autour de ses narines une empreinte de sabot de cheval « pas trop mal imitée ».

Le petit rhinolophe ne se nourrit que d'insectes. Comme le ciel en est vide en ce mois de janvier, en ce moment il hiberne. Les quelque 75 000 rhinolophes habitant nos contrées se sont mis à vivre au ralenti dès octobre, se cachant, la tête en bas, comme il se doit, au fond d'une grotte, dans l'anfractuosité d'un puits, le trou d'un grenier, d'une cave, dans mille et un petits refuges insoupçonnables.

Ils ne montreront leur nez qu'en avril. La nuit seulement. Ils détestent la pleine lune. Ne sortent que lorsque règne une obscurité parfaite – il s'agit d'échapper aux vautours, aux éperviers et aux faucons. Balaient les alentours d'un faisceau d'ultrasons (110 000 vibrations

par seconde, record absolu chez les chauves-souris d'Europe) qui leur permettent, grâce à leur sonar ultraprécis, de se repérer à proximité immédiate seulement, leur portée n'étant que de 5 mètres. Pour se guider, suivent haies (leur disparition est pour eux un drame), lisières et rangées d'arbres.

Sont extrêmement agiles et acrobatiques: peuvent traverser sans aucun dommage pour leurs ailes. Mangent de tout, des papillons de nuit aux tipules, en passant par les petits diptères. Adorent chasser en forêt – qui a en grande partie échappé, jusqu'ici, à la folie des pesticides et où se guider est un jeu d'enfant, alors que tout espace découvert les effraie. Ont une espérance de vie de sept ans, mais une petite femelle d'Europe centrale a dépassé l'âge de 29 ans et demi...

Chaque animal que nous présente depuis si longtemps « La Hulotte » a ces caractéristiques. A la fois très proche, car vivant sur nos territoires.



Méconnu, car notre manque de curiosité est sans fond. Et menacé, car, à terme, notre mode de vie le condamne. Un bref et magistral ouvrage signé du Vert Frédéric Gruet nous le rappelle (2): le taux naturel d'extinction des espèces est tel que « notre Terre devrait compter au maximum 50 extinctions par an ». Or « il en survient plutôt 25 par jour ».

Bonne année!

Jean-Luc Porquet

(1) « lahulotte.fr ». Environ un numéro par semestre. Abonnement simple: 39 € pour six numéros. (2) « Et si ce n'était pas le climat? – La biodiversité, le combat pour changer le monde », EdiSens, 176 p., 19,90 €. Préface d'Hélène Soubelet.

Le Cinéma

Ma frère

(Liberté, égalité, sororité)

DEUX COPINES d'enfance, Shaï et Djeneba (Shirel Nataf et Fanta Kebe), ont la vingtaine flamboyante et une tchatche prodigieuse (« La sororité, frère! »). La première tente d'échapper à ce frangin infernal qui lui réclame un certificat de virginité, la seconde au poison de sa mère démissionnaire. Mais les affreux, c'est heureux, resteront hors champ.

Lété venu, les deux amies se débrouillent pour être embauchées comme animatrices de colo dans la Drôme avec une flopée de minots. Comme elles, ils ne connaissent que les tours de la place des Fêtes, à Paris : un timide rouquin (« un fragile, miskine »); la sérieuse Simone, qui dit « vulve », pas « zézette »; l'entrepreneuse Yasmine, très portée sur les bisous, qui « veut tout le temps galoche »...

C'est avec brio que Lise Akoka et Romane Gueret, reines du casting sauvage, déjà couronnées en 2022 par le prix Un certain regard, à Cannes, pour « Les Pires », mêlent ces mômes et le monde des vacanciers nudistes (« Les Français, c'est des décon-tracés, wesh! »), « Mon enfance », de Barbara,



et des tubes de Wejdene ou de Théodora, le jeu « Tu préfères » et le musée de la Résistance... Sans compter Amel Bent (pour la première fois à l'écran, parfaite en directrice de séjour) face à la comédienne Suzanne de Baecque (hilarante en assistante sanitaire « dyspraxique, ce qui rend l'activité kayak compliquée »).

Ce fabuleux cocktail fait merveille pendant 1h52, et des étincelles avec la grammaire. Comme ce cri du cœur de Shaï : « C'est rafraîchant! »

Léia Santacroce

Les films qu'on peut voir cette semaine

Mr. Nobody Against Putin

Chargé des tournages vidéo dans un collège de Karabash, ville polluée de l'Oural, Pavel Talankin a filmé, à partir de l'invasion de l'Ukraine, la militarisation de la vie scolaire en Russie, jusqu'à son exil clandestin, à l'été 2024.

Coréalisé avec l'Américain David Borenstein et couronné par le prix du jury documentaire à Sundance, ce film offre un témoignage bouleversant sur l'enrégimentement de la jeunesse russe. Palme de l'horreur ordinaire quand des miliciens Wagner organisent un concours de lancer de grenades et montrent aux filles, qu'ils relèquent, des mines antipersonnel... - D. F.

Les Lumières de New York

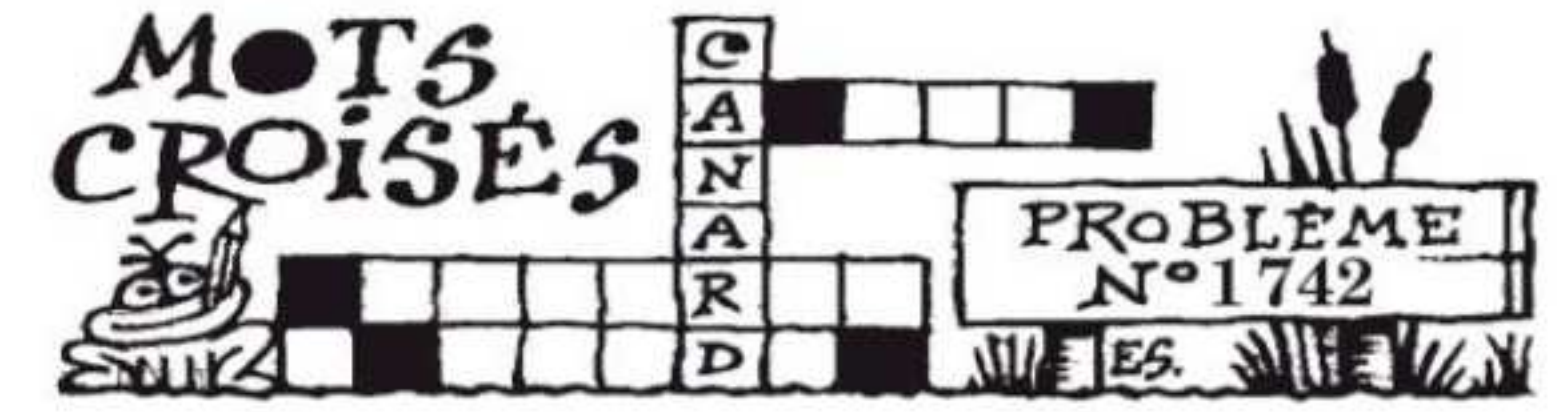
« Papa n'est plus papa. » Difficile pour Lu, migrant chinois installé à New York, d'échapper à la terrible lucidité de sa fille de 5 ans, Yaya. Lu pédale comme un dératé pour livrer des repas dans cette ville qui l'engloutit lorsqu'on lui vole son vélo.

Lloyd Lee Choi filme un New York tout en rues sombres, encombrées de déchets et peuplées d'ombres luttant pour survivre... On pense à « Voleur de bicyclette » (1948), de Vittorio De Sica, et à « L'Histoire de Souleymane » (2024), de Boris Lojkine, mais Lloyd Lee Choi a sa patte bien à lui, son ironie aussi. Et son duo père-fille (Chang Chen et Carabelle Manna Wei) est inoubliable. - A.-S. M.

Father Mother Sister Brother

A contrecœur, un frère et sa sœur rendent visite à leur père, qui vit seul depuis la mort de sa femme. Malaise et dissimulation. Deux sœurs s'invitent pour le thé chez leur mère, veuve elle aussi. Froideur et perfidies. Une sœur et un frère visitent l'appartement parisien de leurs parents disparus. Mystère, nostalgie, complicité.

Jim Jarmusch filme l'étranger qui s'empare des relations filiales lorsque le temps a désuni géniteurs et rejetons. Lion d'or à Venise, son film a des séquences bergmaniennes contrebalancées par de beaux moments d'humour féroces ou insolites. - J.-F. J.



	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Quand Donald veut niquer maousse. - II. Elle fit femme libérée. Passé tout près (phon.). - III. Vaut tourd sur le retour. Cité en Gueldre. - IV. Elle fut patiente sous années Stasi. Un terme y tend. - V. Trop Byrrh a. Con fi d'oie. - VI. A l'entendre, il n'a pas foi aux yeux. Une fin en

soie. Il part en qu'ouille. - VII. Poste avant c'est*. Fort Allah mots. - VIII. Elle nique hélas ma durée. - IX. Fermerai mon clapet. - X. Espérais qu'à cela nœud tienne. Itinéraire de sport dit vert. - XI. Ride vaut. On peut conter sur elle.

VERTICALEMENT

1. Leurres aux visions. - 2. Têtes d'ânes et culs mules**. Qu'au pied collait. - 3. Os trop hongrois. Sujet de tchatche et pythie. - 4. Mont dieu ! Mie lady. Là si cognai l'heure au nard***. - 5. Ça jette un froid quand il vous fait la bise. Y gisent bardots****. - 6. Une moto sans ses roues. Mal adresse avec un AI. Bonjour les déjà. - 7. Trumper son monde. - 8. Nid qu'haut la matura. C'est mine ans. - 9. Cap 40.

ADN

* Définitions transmises par Bertrand Besson, ** Patrick Sarlat, *** Bernard Canevet et **** Françoise Josse.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1741

HORIZONTALEMENT

I. SYLVESTRE. - II. CHIERA. AC. - III. AGNELEZ. - IV. ANNEE. ILE. - V. BOTTEES. - VI. BUSE. SABA. - VII. LV. RAPIAT. - VIII. EES. TETUE. - IX. ULULER. DU. - X. SARCLAGES. - XI. ENFREINTE.

VERTICALEMENT

1. SCRABBLEUSE. - 2. YH. NOUVEL AN. - 3. LIANT'S. SURF. - 4. VEGETER. LCR. - 5. ERNEE. ATELE. - 6. SAE. ESPERAI. - 7. LISAIT. GN. - 8. RAEL. BAUDET. - 9. ECZEMATEUSE.

Qui brille au combat

Pour sa première réalisation, la comédienne Joséphine Japy a choisi de transposer l'histoire de sa famille autour de sa sœur Bertille, atteinte d'une maladie génétique rare. Une réussite totale : ce long-métrage, « à la fois intime et pudique », dit Japy, montre le quotidien des proches face au mystère d'une jeune fille de 15 ans murée dans le silence et imprévisible.

La force du film est de prendre pour sujet l'impact sur la vie de la grande sœur, de la mère et du père, en laissant Bertille dans un clair-obscur, comme un centre libre de s'absenter. Angelina Woreth (la sœur), Sarah Pachoud (Bertille) et Mélanie Laurent (la mère) forment un trio magnifiquement émouvant. - D. F.

Tout va bien

On aimerait tant que tout aille bien pour ces gamins ! Le documentaire intimiste de Thomas Ellis suit avec une grande délicatesse cinq « mineurs isolés étrangers » (MIE) débarqués par miracle en France (ici, à Marseille), qui rêvent de vivre, d'apprendre, de bosser ailleurs que chez eux. Ils sont aidés par des femmes et des hommes qui voient en ces jeunes plus que des « MIE ». La route pour devenir adulte en terre étrangère est longue : ils s'accrochent, ils vont y parvenir, il le faut ! - M. B.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Le Studio photo de Nankin

En décembre 1937, lors de la prise de Nankin par les troupes japonaises, un jeune facteur chinois est contraint de jouer les apprentis développeurs au service d'un lieutenant nippon chargé de photographier têtes coupées et exécutions en direct.

Sous les dehors d'une fresque patriotique officielle, ce premier film d'Ao Shen a l'immense mérite de reconstituer de façon documentée les supplices infligés à Nankin par les troupes impériales, qui ont fait entre 120 000 et 200 000 morts, outre des dizaines de milliers de viols. Le film démontre aussi l'enjeu crucial de la mémoire photographique. - D. F.

Pile ou face

Western spaghetti ou réalisme magique ? Ce post-western d'Alessio Rigo de Righi et Matteo Zoppis part d'un fait mythique : lors de la tournée du « Wild West Show » de Buffalo Bill, les vachers italiens auraient remporté le rodéo contre les cow-boys... Le gagnant s'enfuit ici avec la femme française d'un officier qu'elle tue, tandis que sa tête à lui est mise à prix. A leurs trousses, Buffalo Bill, l'armée... et les Indiens ? Non, une bande de révolutionnaires à la mexicaine ! Ce film aventureux et bringuebalant suit trop de pistes pour tenir tout à fait la route du picaresque. - D. F.

Les Echos du passé

Dans une ferme allemande, le XX^e siècle vu par quatre générations de femmes. Désirs secrets, voyeurisme, servantes abusées, suicides tus... Unité de lieu, mais pluralité des temps et fragmentation des sensations. De ce film ambitieux de Mascha Schilinski surnagent des scènes fortes dans un flou certain, faute d'ancrage historique. A suivre la « transmission des traumas », le spectateur finit ballotté entre les époques qui alternent et des personnages à peine esquissés. Prix du jury à Cannes, ex aequo avec « Sirat », tout aussi tragique mais mieux dessiné. - D. F.

Lettres ou pas Lettres

Le chagrin et la pythie

Dans « Agneau noir et Faucon gris », Rebecca West prend le pouls de l'Europe de l'Est en 1937. Et ça ne bat pas fort...

« JE SAIS (...) que tu ne tenais pas du tout à aller en Yougoslavie, mais quand tu y seras, tu comprendras pourquoi il était si important que nous fissions ce voyage. » Nous sommes en 1937, et, dans un wagon-lit, Rebecca West parle à son mari. Le pauvre s'est endormi - épuisé. Elle ? Elle cogite. Dans le noir. Née à Londres en 1892, cette femme est en surchauffe perpétuelle. Journaliste, romancière, critique, elle milite pour le droit de vote des femmes, tire à boulets rouges sur les fascistes et les communistes, fustige l'Europe veule et l'Amérique hypocrite. Insaississable, inclassable, inépuisable.

Sorti en 1941, après quatre ans de labeur, « Agneau noir et Faucon gris » est censé être un récit de voyage : six semaines de train, de voiture, de bateau et de marche en Yougoslavie, de la Croatie au Monténégro, en passant par la Bosnie, la Serbie, la Macédoine, etc. En vérité, c'est un livre d'histoire, de réflexion, de prospective, dont le propos, en ces jours sombres, concerne le Vieux Continent dans son ensemble.

A la fin des années 1930, au moment où l'autrice entame son périple, le royaume de



Yougoslavie agglomère tant bien que mal des peuples disparates, soumis à l'autorité d'un prince régent dépassé et aux volontés séparatistes des Croates, notamment, encouragés par les Allemands et les Italiens. Culturellement fracturé, menacé de toutes parts, le pays est délaissé par la France et l'Angleterre, qui sont bien contentes qu'il existe mais ne se montrent guère pressées de l'aider. De là l'inéluctable ?

Déroulant avec délicatesse le fil d'une intrigue extraordinairement touffue, Rebecca West est une

conteuse-née : l'assassinat de François-Ferdinand, à qui son « aimable ascendance » a légué la « haine de la démocratie », se révèle, en particulier, un morceau de bravoure.

À la recension crue des faits, l'autrice mêle, en outre, maintes observations personnelles, de sorte que l'ouvrage (qui connaîtra un succès retentissant) se lit comme un roman. « Lève-toi et habille-toi, répète mon mari, en portant un verre d'alcool de prune à ses lèvres. Il y a en bas une femme dentiste qui désire te voir. Elle a une voix cristalline, et elle se propose de nous chanter

des chansons bosniaques. » Pour montrer « le passé côté à côté avec le présent qui en découle », Rebecca West questionne, recoupe, compulse. Ce qu'elle vit, ce qu'elle entend, ce qu'elle ressent, instruit ce qu'elle devine. Du côté de Zagreb, un différend avec un ami juif marié à une Allemande l'attriste au-delà des mots : « Le passé nous avait enseigné à surmonter nos différences raciales et nationales (...), et cet idéal moral était partagé par tous les Européens. Mais, depuis, le monde avait changé. Aujourd'hui, les races et les nationalités chérissent des idéaux différents, voire incompatibles les uns par rapport aux autres. »

Les blessures du passé sont trop douloureuses, les humiliations trop profondes, les valeurs trop irréconciliables... Quelque chose doit craquer. « Il y a certes mieux à faire dans la vie que de faire la guerre, mais seulement si un peuple a la capacité de se battre le cas échéant. »

L'air est connu ; non loin, déjà, de funestes tambours résonnent.

Fabrice Colin

● Noir sur Blanc, 1280 p., 36 €. Traduit de l'anglais par Gérard Joulé.

Diabole de pays !

L'Assassin du genre humain

de Tobie Nathan

MARCEL PETIOT fut l'un des plus infâmes assassins du XX^e siècle. Condamné à mort à la Libération et guillotiné en 1946, il faisait motif à des Juifs le passage en Argentine. Les malheureux qui lui avaient confié leurs économies pour ce prétendu voyage étaient endormis, piqués mortellement, leurs dépouilles finissaient dans la chaudière de son cabinet médical, transformé en chambre d'extermination.

Après de nombreux livres déjà publiés sur cette affaire, l'ethnopsychiatre Tobie Nathan se frotte au cas Petiot sans s'arrêter aux étiquettes convenues - « monstre », « psychopathe », « génie du mal », etc. La piste qu'il explore est celle du nationalisme mystique, qui prêche l'élimination des étrangers pour « purifier » la France.

On n'attendait pas Jeanne d'Arc sur le cas Petiot, la voici pourtant convoquée, elle et les voix divines qui lui enjoignent de sauver la patrie par le fer et par le feu. La Pucelle est alors la proie d'une force qui la rend capable d'actes héroïques

inouïs. Quand elle accepte la mission de « bouter » les Anglais hors du royaume, la moitié du pays est sous domination étrangère. Que reste-t-il de la France en 1940 ? « La zone non occupée de la période nazie est quasiment superposable au royaume des années 1420-1430 », constate l'auteur, qui met alors le cap sur la Bourgogne, zoomant sur le canton où grandit Petiot, une campagne longtemps agitée par la chasse aux sorcières. C'est là qu'il a probablement commis ses premiers crimes, entre rituels sorciers et visions démoniaques.

Quelques années plus tard, Vichy et Berlin organisaient « la quatorzième expulsion des juifs de France » depuis leur arrivée, au temps des Romains. « Une passion française » ! Virtuose à sa façon, Tobie Nathan joue sur plusieurs claviers : l'enquête historique, l'expertise psychiatrique et la forme romancée. Il faut du cran et une certaine agilité pour réussir un livre qui envisage le retour de Jeanne d'Arc.

Gare aux imitations, quand même !

Frédéric Pagès

● Stock, 432 p., 22,90 €.



La Vie aux Chapitres

La Conspiration

de Thomas Snégaroff

SORTI DE NULLE PART, l'ogre Trump ? Pas vraiment. Dès les années 1930, une poignée de conjurés n'est pas loin de saborder la sacro-sainte Constitution américaine. Pour cible, un président démocrate fraîchement élu, Franklin D. Roosevelt, intronisé en 1933. Pour acteurs principaux, une fine équipe de capitaines d'industrie et de magnats de Wall Street. Pour modèles, l'Italie fasciste de Mussolini et cette Allemagne en proie aux manigances précoques d'un agité du bocal à la petite moustache verticale. Alors que le pays se serre la ceinture dans les décombres du krach de 1929, les factieux décident de « choisir le bon cheval » pour imiter ces sabreurs de démocratie.

Habile metteur en scène de ces soubresauts politiques, le spécialiste de l'histoire américaine Thomas Snégaroff offre, avec « La Conspiration », une plongée au cœur de ce complot fasciste type, pas loin de réussir. Partant de faits réels, il donne aux acteurs de cet épisode une stature plus vraie que nature. Il y a l'homme de l'ombre Gerald MacGuire, envoyé outre-Atlantique pour « humer l'air des fascismes européens (et ramener) des inspirations, des modèles ».

Aux manettes, des milliardaires sans foi ni loi, guidés par les colosses économiques J. P. Morgan, Grayson Murphy et Robert Sterling Clark, prêts à tout pour faire tomber ce Roosevelt qu'ils surnomment, avec leur antisémitisme crasse, « Rosenfeld ». Et, au premier plan, un héros de guerre censé piloter la future

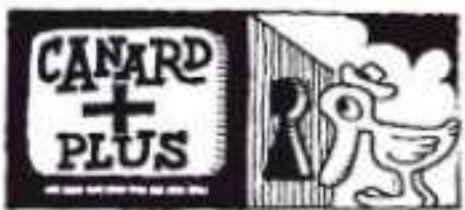
dictature, le général Smedley Butler. Sus au Capitole !

Droit dans ses bottes martiales, adulé par les myriades d'anciens combattants livrés à eux-mêmes dans les remous de la Grande Dépression, Butler se dérobe, prévient la presse et fait capoter le complot. Les meneurs de la conspiration, qui rêvaient d'un « fascisme à l'américaine, ou ketchup », se retrouvent le bec dans l'eau. C'était moins une. Et la masse des « chemises kaki » et des nostalgiques des grandes heures du Ku Klux Klan se voit propulsée dans les poubelles de l'histoire.

Jusqu'au prochain recyclage des déchets...

Emilien Bernard

● Albin Michel, 368 p., 22,90 €.



● SUR CNEWS, tout est bon pour évangéliser les foules cathodiques. Au lendemain de la tragédie de Crans-Montana, en Suisse, elle a diffusé en boucle le témoignage d'une gamine qui a « remercié le Seigneur de [l']avoir sauvée ». Avant de raconter que le Tout-Puissant avait aussi épargné son ami: « Il s'est juste assis, a tenu sa croix dans sa main, et le feu, pourtant tout autour de lui, l'a esquivé. » Assez miraculeux pour que la chaîne Bolloré sollicite l'analyse d'un prêtre, Matthieu Raffray, idole des identitaires cathos traditionalistes. « Si le mal est permis par Dieu, c'est pour permettre de se tourner vers lui », a-t-il préché. CathoNews démarre l'année en fanfare !

● TOUTE L'INFO économique s'habille désormais en LVMH avec l'officialisation du rachat de « Challenges », jusqu'alors détenu par Claude Perdriel, par le groupe de Bernard Arnault, qui réalise ainsi son rêve de régner sur la presse business. Outre « Les Echos », le milliardaire est propriétaire d'« Investir » et de « L'Agefi », « Pour l'éco », « L'Opinion », « boursier.com » et « Mieux vivre votre argent ».

Pluralisme, quand tu nous tiens !

● DANS une très modeste chronique intitulée « L'affront de la réussite », Christine Kelly s'enflamme un peu (le « JDD », 4/1) pour célébrer les succès d'audience de CNews et de Kelly Christine. Les menaces qui pèseraient sur la chaîne d'info et sa zélie chroniqueuse sont, selon elle, comparables à celles qui pesaient, jadis, sur Socrate, Luther ou Bonaparte, rien que ça: « Napoléon n'a pas été exilé parce qu'il avait échoué mais parce qu'il restait apprécié », résume l'historienne d'un jour.

Pour le bicorne, il va falloir prévoir une grande taille !

● « JUSQU'OU ira la pulsion de censure de l'Union européenne ? » Le « JDD » (4/1), encore lui, pousse ce cri du cœur pour défendre Xavier Moreau, sémillant télégraphiste pro-Kremlin et auteur de l'inoubliable ouvrage « Ukraine - Pourquoi la Russie a gagné » (Stratpol) sanctionné par l'Europe pour ses manipulations poutinologiques. Une « menace sur les droits civiques », s'étrangle l'hebdo Bolloré, qui illustre sa tribune avec la seule photo qu'il a dénichée de Xavier Moreau: un cliché fourni par... l'agence de presse Sputnik, créée et financée par le Kremlin.

Encore un complot !

Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Maréchal - Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président, directeur de la publication : Erik EMPYAZ.
Administrateur délégué : Hervé LIFFRAN.
Principaux associés : Erik EMPYAZ, Hervé LIFFRAN, Erik-François JULLIARD, Odile BENYAHIA-KOUIDER, Jean-Michel THENARD et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef : Jean-Michel THENARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. TRENO, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.
Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405
Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site : www.lecanardenchaine.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN

Formule papier 68 €
Formule numérique* 58 €
Formule papier + numérique* 84 €
Formule intégrale* 106 €

* Edition numérique disponible dès le mardi 21 heures, avec accès à tout le site - www.lecanardenchaine.fr

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site

CELUI QUI PISSE LE PLUS LOIN



La Boîte aux Images

Toi aussi, mon père ?

« JACKSON était si mignon... » La mère montre des photos de son fils. Et de son mari, Guy, un rude Texan, « très à cheval sur les règles ». Il est ingénieur dans l'industrie pétrolière, et Nicole élève leurs trois enfants. Les Refitt s'aiment et se le disent sans cesse. La bannière étoilée protège le seuil de leur maison, le nom de Dieu erre sur les lèvres.

A 19 ans, Jackson marche sur les traces de son père, jusqu'à ce que les mensonges de Donald Trump s'invitent bruyamment au cœur du cercle familial. Le milliardaire vient de perdre l'élection de 2020. Il hurle que Joe Biden lui a volé la victoire. Et Guy Refitt croit à cette fable. Fervent admirateur du projet Maga, le Texan devient son petit soldat.

Depuis l'assassinat de George Floyd par la police de Minneapolis, Jackson ne respire plus. Les disputes avec son père sont violentes et incessantes. Celui-ci s'isole, passe son temps sur des sites complotistes et rejoint même une milice d'extrême droite, encouragé et galvanisé par sa femme.

“Les traîtres ?
On les tue !”

Le 6 janvier 2021, Nicole et ses enfants sont rassemblés devant la télévision pour suivre en direct l'attaque du Capitole par les partisans de Trump. Coup de fil du père leur annonçant qu'il passe aux infos: « C'est moi avec la veste bleue ! » Son épouse l'a encouragé à se rendre à Washington pour empêcher les démocrates de truquer le vote, selon elle.

La famille voit Guy mener l'assaut, montant les marches du bâtiment en hurlant aux conjurés de le suivre. Il a un casque sur la tête, une caméra. Un zoom indiscret révèle qu'il porte un pistolet automatique à la hanche. La suite, on la

connait. Cinq morts, dont une femme tuée par balle, plus de 130 policiers blessés et l'élection de Biden confirmée.

Lorsqu'il rentre à la maison, Guy s'étend sur ses exploits, exhibe ses vidéos, rejoue les scènes. Il ne regrette rien. Son épouse est ravie. Jackson est mortifié. Il reproche à son père de s'être allié au pire de l'Amérique conservatrice. Menace même de le balancer. « Si vous me dénoncez, vous êtes des traîtres. Et vous savez ce qu'on leur fait, aux traîtres ? On les tue ! » hurle Guy. C'est fini. Les photos de famille viennent d'être piétinées.

Jackson aime son père, il le répète tout au long de ce documentaire. Mais il sait que l'homme de 49 ans a en tête des plans plus violents encore. « On va frapper un grand coup », se vante-t-il. Alors le fils dénonce son père au FBI.

Le 16 janvier 2021, Guy Refitt est arrêté. Il est condamné à sept ans et demi de prison. Nicole, sa femme, porte la casquette rouge et manifeste pour Trump et pour Jésus. Quant à Jackson, il s'est enfui de la maison. Il est menacé de mort sur les réseaux sociaux: « merde communiste », « petite flotte démocrate ».

Voilà le père en prison, et le fils écrasé par la culpabilité, tous deux pourtant certains d'avoir œuvré pour la liberté d'un même pays. Lorsque Trump a été réélu, en 2024, Nicole a su que son mari allait être gracié. Ce fut même l'une de premières mesures du Président. « Je suis fière de toi », dit-elle à son époux, dont elle « adore » le tee-shirt d'homme libre: une carte du Texas barée d'un pistolet mitrailleur. Jackson, lui, se cache. Le fils le plus détesté des USA a acheté un fusil d'assaut et sort dans la rue avec un pistolet pour se défendre. Ou pour en finir.

Sorj Chalandon

● « Trump, mon père et moi », de Steffen Kretz, le 13/1 à 23h25 sur Arte.

A travers la Presse déchainée

Que fait la pelisse ?

Sur « 20minutes.fr » (31/12):

« Pendant que l'Europe grelotte, que les couches (de vêtements) s'empilent sous les mentaux (...). »

Vivent les manteaux, pour garder la tête près du bonnet !

La crème des présidents ?
Sur France Culture (29/12):

« Macron a épousé totalement cette logique, et il paie aujourd'hui les peaux cassées. »

Sur l'album de la Comtesse

QUI VEUT ENCORE BANQUETER AUX FÊTES ?

Veulent encore des gardes sûres: de vieux malins branchés jetant un regard délavé sur des prolos, qui débattent de façon insolente. D'anciens ministres secs qui ont toujours en eux des idées de conquête. Des pontes mutées comme cette folle de flingues toujours sur la brèche avec son gros calibre plein d'humour...

LECTEURS: « RN: destitution et projection. Bardella, par choix, avale des fibres. » - « Ces pompes, c'est qui ? » - « Ah, les vignes d'Agén ! » - « Les mythes du baroque! Jamais sans de belles fêtes. » - « Ça abonde dans les campagnes. » - « Sabine arrive au port et chasse dans la pête. » - « Défense de montrer l'émeu à l'ânesse. »

LU: « Quand les athées se battent, les abbés se taisent. » - « Oh, un lombric entre ces deux mèches ! » - « La pauvre indigène: un missionnaire lui a pris ses torches ! » - « Le roi présente sa Belgique en trois. » - « Ils s'embrouillent puis se cassent. » - « Que de panneaux informés ! » - « Cette fermière a mal aux reins dès qu'elle s'occupe de ses seigles. »

Malgré les pots cassés, il reste inflexible: « Je poursuivrai mon mandat jusqu'à son derme. »

A prendre avec des baguettes

Dans « Les Echos » (26/12): « 2025 ou le raz-de-marée chinois sur le commerce français: une pause de courte durée. » Même pour une courte durée, il n'y a pas de raison de s'écraiser.

Culotté !
Dans « Le Réveil normand » (31/12): « Pendant que beaucoup triquaient autour du sapin, eux sont restés derrière le comptoir. » Ils trinquaient avec un vin qui avait de la cuisse ?

Rue des Petites Perles

Capté sur Franceinfo (28/12):

« Il a touché le fond, il a remonté la pente. » Et maintenant ? Il coince la bulle ?

Prélevé dans « Sud-Ouest » (1/1): « Une nuit de la Saint-Sylvestre sans débordements malgré quelques feux de véhicules. » Bonne et heureuse cramée !

Comme son nom l'indique

Dans « Le Parisien » (30/12), dans un article sur la cocaïne: « Cette édition a été composée par Adrien Lablanche. »

Prises de Bec Jean-Luc Mélenchon Vous avez dit “bigarre” ?

Avec sa “nouvelle France”, qu'il voit “bigarrée” et non plus “créolisée”, l'Insoumis tente de regagner en popularité.

COMBIEN étaient-ils samedi 3 janvier place de la République, à Paris ? Un petit millier, pas davantage, lorsque Jean-Luc Mélenchon a pris la parole. Certes pour fustiger un coup de la CIA difficilement défendable, mais aussi pour soutenir son grand ami Nicolás Maduro, vis-à-vis duquel il n'a jamais eu le moindre mot désobligeant. Réélu grâce à des fraudes massives: ah bon, mais c'est vous qui le dites, vous prenez les Vénézuéliens pour des moutons ? Le pays ayant les réserves de pétrole les plus importantes du monde a perdu, ces dernières années, près d'un quart de sa population, soit quelque 8 millions d'habitants, épuisés par la dictature et la misère: propagande impérialiste américaine. On vit bien à Caracas, quand j'y vais, je suis magnifiquement reçu, croyez-moi.

Samedi soir, c'est un Mélenchon en petite forme qui a évoqué Gaza, la guerre en Ukraine et la capture de Maduro, sans oublier la guerre ayant opposé les Etats-Unis au Mexique, au siècle dernier, et celle, plus récente, ayant mené à la destruction de l'Irak. Un gloubi-boulga indigeste, laissant soigneusement certains de côté: rien sur les mollahs

iraniens, rien contre les Chinois au Tibet, mais c'est vrai que, pour LFI, la Chine est une démocratie. Le jour où Pékin envahira Taïwan, Mélenchon parlera d'Allende.

Cette impression d'un homme enkysté, incapable de se réinventer... Depuis plusieurs mois, tous ceux qui auscultent l'opinion voient Mélenchon dans un corner. « On a observé son image se dégrader régulièrement, avec toujours, venant des sondés, les mêmes accusations: "attise la violence", "est un danger pour la démocratie". Mélenchon est devenu une des personnalités les plus impopulaires de France », rappelle Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut Ipsos.

Sous les pavés, le plagiat

La vieille bête à du pif, sa « stratégie Gaza » a atteint son but, et, pour éviter de faire du surplace, il va lui falloir passer à autre chose, d'où sa grande idée, testée depuis un an par son mouvement: la « nouvelle France ». Soit, en clair, la jeunesse des



à l'exception notable de François Ruffin, très seul sur ce créneau. « La créolisation, c'est finalement assez excluant. Alors que, la nouvelle France, c'est porteur d'espoir », sourit Cambadélis. « Ce concept permet à Mélenchon de sortir d'un discours d'affrontement », ajoute Teinturier.

Nouvelle France rigolade

Mélenchon, qui s'y connaît en rapports de force, a remarqué l'affaiblissement des écologistes, et vient sans vergogne sur leur terrain. « Avec la nouvelle France, les Insoumis visent délibérément l'électorat qui avait voté pour nous aux dernières municipales », remarque, amer, un député Ecologiste. Au sein de la gauche, ceux qui observent la nouvelle stratégie mélenchoniste ne sont pas tous inquiets. Ils n'ont pas oublié le test raté, en février 2025, de l'élection municipale partielle à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), réputée imperdable mais où le député LFI Louis Boyard s'est joliment pris les pieds dans les tapis.

quartiers d'origine immigrée, les femmes engagées dans les mouvements féministes, les LGBT, plus une fraction de la bourgeoisie des grandes villes qui soutient encore LFI, mais aussi des dirigeants de PME jugés progressistes. « Il est clair que le concept de créolisation, que Mélenchon a usé jusqu'à la corde, n'est plus très porteur. C'est une vision ethnique de la société, en miroir, finalement, de celle du RN », tacle l'ancien patron du PS Jean-Christophe Cambadélis.

Un changement de pied qui n'est pas si créatif, et qui rappelle furieusement la fameuse note du think tank social-démocrate Terra Nova qui proposait, en 2011, avec un cynisme assumé, de laisser tomber la classe ouvrière, sur le déclin et lorgnant bien trop ce qui était à l'époque le FN, pour se repositionner vers les nouveaux prolétaires des banlieues. Ce qui est véritablement neuf, ce sont les mots pour le dire. Parler de « nouvelle France », c'est assumer un discours sur l'identité. Mélenchon aurait tort de s'en priver, puisque le PS n'a fait aucun travail sur ce sujet, pas plus que les Ecologistes,

Et puis, la nouvelle France apporte ses moments de rigolade. Le 23 décembre, le député LFI Carlos Martens Bilongo a fait une intervention dans une émission de la chaîne YouTube « La Librairie africaine » sous-entendant que Rachida Dati avait réussi son parcours grâce à une pratique connue sous le nom de « promotion canapé ». Fureur des féministes de LFI. La députée Insoumise Sarah Legrain le recadre. Il s'excuse, et elle tweete: « Il reconnaît le chemin à parcourir. Dont acte. Nous l'y aiderons. » Voilà Legrain à son tour attaquée, pour cause de « paternalisme blanc ». Dans la nouvelle France, on ne se fait donc pas plus de cadeaux que dans l'ancienne, à ce qu'on dirait.

Anne-Sophie Mercier



Le Théâtre

Le Bourgeois gentilhomme (Bourge de là !)

SE FROTTER les yeux une fois, puis deux. Non, dans cette salle bondée de l'Apollo Théâtre, parmi ces jeunes gens pour la plupart issus de la « diversité », comme on dit, personne qui ressemble à un ou une prof de français. Ces jeunes sont venus librement. Venus voir du Molière. La tête de Retaillieu ! De Bardella, de Villiers, de Bolloré, de Praud et des autres...

Quoi ? Molière, notre monument national à nous ! Cet artiste à qui Louis XIV avait commandé une comédie-ballet avec turquerie, c'est-à-dire évocation burlesque d'étrangers habillés bizarrement et baragouinant une langue ridiculement exotique ! Dont il avait fait une charge contre les fats, les prétentieux, les fâcheux... « Le Bourgeois gentilhomme »,



Le coin coin des Variétés

Cabaret burlesque (Pas froid aux yeux)

TOMBÉ en désuétude à la fin des années 1950, le strip-tease est de retour, mais sous sa forme néoburlesque, qui met joyeusement sens dessus dessous les codes de l'effeuillage à l'ancienne. Ains, ce spectacle du Burlesque Klub fait rimer glamour et humour, ironie et polissonneries, érotisme et féminisme. Sur la scène s'enchaînent allègrement des numéros tour à tour kitsch et ultramodernes. Un show chaud mais toujours empreint d'auto-dérision, mené par d'affolantes

ce sommet de l'esprit français, de l'humour français, cette commande qui fut honorée avec sa création à Chambord le 14 octobre 1670 devant le Roi-Soleil en personne ?

Le voilà ici revisité façon XXI^e siècle et réapproprié par une troupe de 11 jeunes comédiens venus du PAT Studio, dans une mise en scène décomplexée et bourrée d'énergie signée Anissa Allali et Francis Bolela. Fidélité au texte, mais mitrillé à la vitesse contemporaine: en accéléré. Avec, surgissant ici et là, quelques mots de lingala, de soninké et d'arabe.

Des clins d'œil. Exemple: « Dis-moi, la marchandise, tu l'as ? - Je l'a. » Eclats de rire dans la salle: tous connaissent ce gag sorti d'un morceau de rap du comédien béninois Jausuer. Ou bien: « Mais qui elle est, celle-là ? » Rires idem: tous connaissent cette saillie de Mélenchon à l'adresse de Marine Le Pen. Les intermèdes musicaux prévus par Molière: du rap. Monsieur Jourdain: l'immense Bakary Sissoko, qui compose un bourgeois balourd à souhait, confondant révérence et exercice d'athlétisme.

Françoise par Sagan

CAROLINE LOEB reprend ce spectacle, créé en 2016 et mis en scène par Alex Lutz, qu'elle a déjà joué en France et à l'étranger. Et l'on comprend pourquoi: ce qui frappe, ce n'est pas la ressemblance troublante entre la comédienne et l'autrice, mais l'essentiel: la légèreté de Sagan, son élégance désinvolte, sa façon de se consumer dans la vie comme dans l'écriture. La comédienne a adapté « Je ne renie rien » (Stock, 2014), un recueil d'entretiens accordés entre 1954, année de la parution de « Bonjour tristesse », et 1992. On pense connaît Sagan, on la redécouvre. Les souvenirs défilent: une femme tondue à la Libération, la réaction de ses parents à l'annonce de son premier roman (« Ma mère a répondu: "Tu ferais mieux d'être à

Tout est à l'avenant. Ce classique qu'on découvre en cinquième, qui s'interroge sur l'être et le paraître, qui dénonce l'arrogance de l'argent, le voilà qui parle à un public urbain censé s'ennuyer au théâtre et ne pas avoir les codes. La preuve que non ! Finalement, ces jeunes gens n'ont pas perdu leur temps. Quoi qu'en disent les fâcheux, l'école de la République sert à quelque chose...

Jean-Luc Porquet

● A l'Apollo Théâtre, à Paris, les vendredi et samedi à 19h30, jusqu'au 28/3.

● Au Théâtre de Poche-Montparnasse, à Paris, jusqu'au 12/1.





Meloni a changé
d'avis sur le traité.

Macron :

“Avec toi,
on n'est jamais...”

Le Canard enchaîné

... Mercosur
de rien !”



Directeur : Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

**VITE
DIT !**

LA THÉORIE de la pizza du Pentagone semble avoir une fois de plus fait ses preuves : un pic d'activité a été observé dans la nuit du 2 au 3 janvier, peu avant l'intervention militaire au Venezuela, dans deux pizzerias proches du ministère américain de la Défense.

Des observations similaires ont été faites par le passé, lors des invasions militaires américaines de la Grenade (1983) et du Panama (1989-1990) ou, plus récemment, juste avant les frappes sur les installations nucléaires iraniennes. Ce qui avait fait dire à Wolf Blitzer, correspondant de CNN au Pentagone dans les années 1990 : « En résumé, pour les journalistes : surveillez toujours les pizzas. »

Surtout avec un président aussi bonne pâte que Trump.

IRAN : MANIFESTATIONS
CONTRE LA VIE CHÈRE



« **G**ROK, mets-la en Bikini. » Depuis quelque temps, des utilisateurs du réseau X demandent à son IA maison, Grok, de déshabiller les femmes qui ont eu le malheur de poster des photos d'elles.

La comédienne Marie Coquille-Chambel a été l'une des premières victimes à signaler ces faits pénalement répréhensibles. Comme si un strip-tease non consenti ne suffisait pas, des petits rigolos ont demandé à Grok d'ajouter un tatouage à l'effigie de Hitler sur son ventre. Ce qui n'a posé aucun problème à l'IA d'Elon Musk. La justice et l'Arcom ont été saisies, mais le réseau n'en a pas pour autant adressé des excuses aux victimes.

X, un véritable repaire de Grokons...

LA PRÉSIDENTE de la région Pays de la Loire, Christelle Moranaïs, se retrouve en bonne position dans la sélection « Les femmes et les hommes lucides de l'année 2025 » publiée par « L'Opinion » (31/12), qui écrit : « La vérité, c'est aussi que l'agence S&P a donné à sa région la note AAA, et que 80 % de ses habitants apprécient sa politique. »

Le même sondage, commandé par la région en septembre 2025, montrait toutefois que 72 % de ses habitants estimaient les choix budgétaires de Moranaïs « préjudiciables pour la vie culturelle et locale ».

La « lucidité » de Moranaïs ? A nuancer.

Le Canard enchaîné.fr



POUR VOUS,
L'ABONNEMENT
NUMÉRIQUE
EST À 3€/MOIS



QUE FAIRE DE L'ONU ?



Valais de la peine

LA COMMUNE de Crans-Montana reconnaît ses torts après l'incendie du bar Le Constellation, le 1^{er} janvier, qui a fait 40 morts et 119 blessés. Elle regrette « amèrement avoir découvert un manquement aux contrôles périodiques de cet établissement sur la période 2020-2025 » (« Le Temps », 6/1). Le potentiel inflammable de la mousse d'isolation du bar de la station valaisanne est connu « de longue date », d'après la Radio Télévision suisse (5/1). Laquelle a publié une ancienne vidéo où l'on voit des clients soulever des bouteilles surmontées de feux de Bengale similaires à

ceux suspectés d'être à l'origine du drame. Un serveur lance alors : « Gaffe à la mousse ! »

Parmi les victimes de l'incendie, huit n'avaient pas 16 ans. Selon la loi valaisanne, un mineur de moins de 16 ans ne peut pas fréquenter un bar après 22 heures, à moins d'être accompagné d'un parent ou d'un représentant légal.

Une instruction pénale a été ouverte contre les deux gérants français de l'établissement pour homicide par négligence. La commune s'est portée partie civile ; à elle aussi, la justice suisse risque d'avoir quelques questions à poser...

La Guinée au pas de la Légion

COMME prévu, à Conakry, Mamadi Doumbouya, 41 ans, ancien caporal-chef de la Légion étrangère, écrase l'élection présidentielle avec 86,72 % des suffrages. L'ex-putschiste et chef de l'Etat guinéen, devenu général, est élu pour un septennat renouvelable. C'est aussi un colosse averse de mots mais pas de poncifs : « Il n'y a ni vainqueur ni vaincu, il n'y a qu'une seule Guinée, unie et indivisible » (France 24, 5/1).

En dépit de sa promesse de rendre le pouvoir aux civils au terme d'une période de transition, l'homme qui a renversé Alpha Condé en 2021 s'est présenté à cette élection taillée sur mesure sans avoir fait campagne et sans opposants.

« C'était une mascarade électorale destinée à donner un semblant de légitimité à la confiscation programmée du pouvoir », a déclaré Cellou Dalein Diallo, un des ténors de l'opposition en exil. Emmanuel Macron, qui n'en loupe pas une, a vu dans l'élection du général une « étape décisive vers l'achèvement de la transition ». Il est vrai que la Guinée a « achevé » la démocratie depuis longtemps.

J.-L. L.-T.

Parquet latté

LLS ne se quittent plus !

La procureure Vanessa Perrée, fraîchement nommée à la tête du tout récent Parquet national anticriminalité organisée (Pnaco), et Gérard Darmanin, le ministre de la Justice, font depuis quelques semaines la une des quotidiens, sont les invités du JT de France 2 et se déplacent escortés d'une horde de caméras.

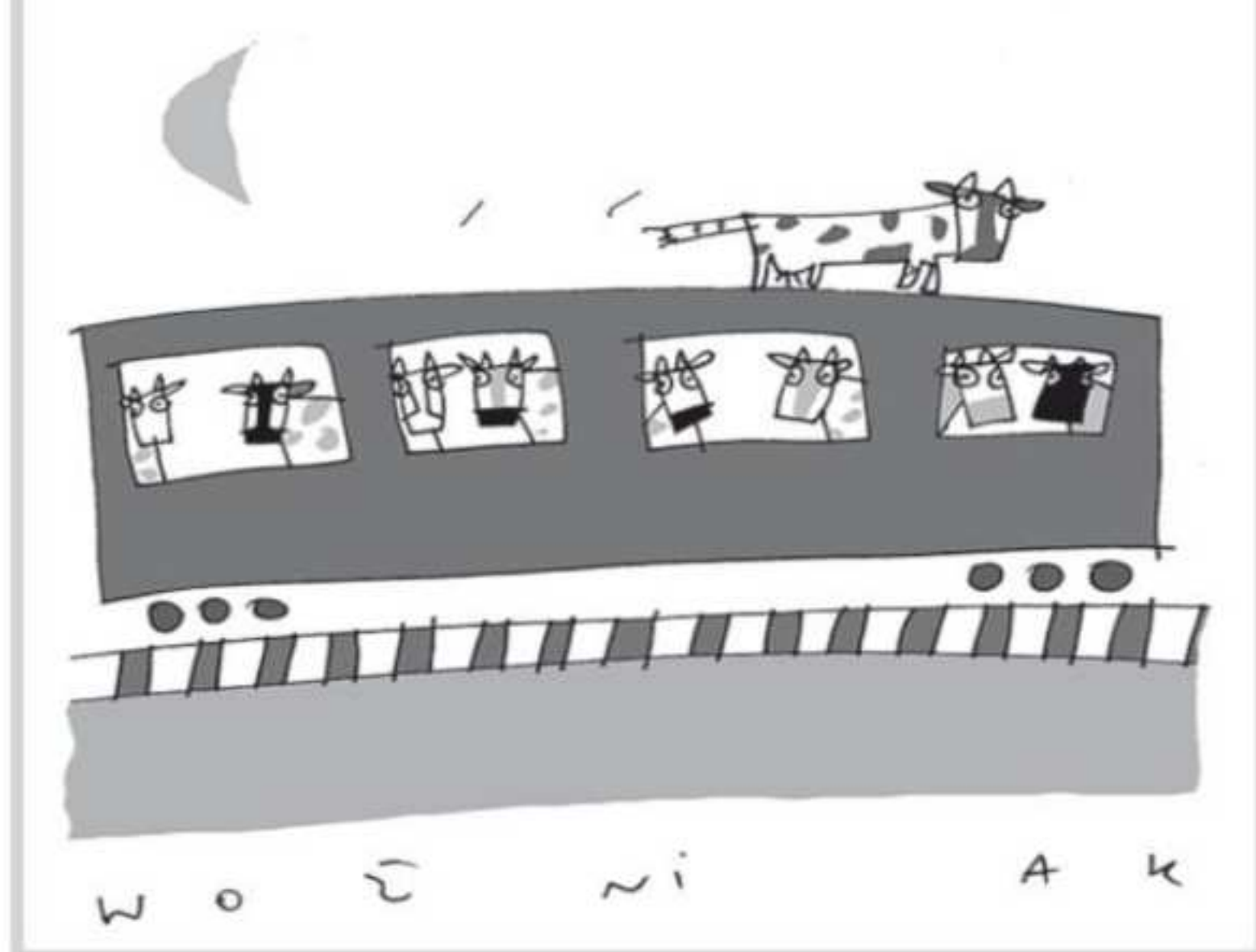
Posant bras croisés dans le bureau du garde des Sceaux ou serrant des pincettes lors de déplacements, le duo de choc va « lutter contre les trafiquants les plus dangereux » (« Le Parisien », 21/12/25) et « suivre l'argent » des narcobandits (France 2, 5/1).

Tant mieux. Il faudra en revanche repasser pour l'image d'un parquet français indépendant de son ministre. Lundi 5, le Syndicat de la magistrature s'agaçait que Gérard Darmanin, dans l'une de ses nombreuses circulaires envoyées aux magistrats, ait enjoint aux proc de France de « requérir de la prison ferme suite aux violences physiques commises contre les forces de l'ordre et contre les femmes et les enfants ». Une « atteinte directe à l'indépendance reconnue par la Constitution aux magistrats du parquet ».

Pourquoi, y a un problème ?

M. B.

VACCINATION, MERCOSUR :
LES VACHES REGARDENT LES PROMESSES PASSER



Europe Mowgli et serpent Kaa Trump

« **L'**EUROPE, quel numéro de téléphone ? » ironisait jadis Henry Kissinger. C'était le bon temps. Au moins, l'UE, et la Communauté économique européenne, qui l'a précédée, avait-elle du réseau. Aujourd'hui, elle n'a même plus de voix, comme si le fracas du monde l'avait rendue aphone. Les gesticulations guerrières de Trump la font ressembler à Mowgli hypnotisé par le serpent Kaa dans « Le Livre de la jungle ».

Le document sur la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis, qui la fait passer par pertes et profits ? Le président du Conseil européen, António Costa, a émis « des réserves ». « Les Etats-Unis restent un allié important, a-t-il cru bon de rappeler. Mais notre Europe doit être souveraine. » Attention, hein !

La sanction visant l'ancien commissaire européen Thierry Breton et quatre autres personnalités européennes, interdits de territoire américain ? « Si nécessaire, nous répondrons rapidement et de manière décisionnelle », a menacé un obscur porte-parole de la Commission. C'était il y a huit jours. Et, depuis, rien.

Approbations
gênées...

Avec l'enlèvement de Nicolás Maduro, au mépris de toutes les règles du droit international, l'Europe se surpasse. Ou plutôt, devrait-on écrire, se sous-passe. Hormis le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, qui a condamné clairement l'opération, tous ont tortillé du stylo. Macron, dans un premier temps, n'y a pas vu de problème, de Trump la font ressembler à Mowgli hypnotisé par le serpent Kaa dans « Le Livre de la jungle ».

Giorgia Meloni l'a jugée « légitime », et Friedrich Merz « complexe ».

C'est surtout l'Europe qui est complexée. A l'image de la très américanophile de sa Commission, Ursula von der Leyen, jamais avare de poncifs pour noyer le poisson.

Que diront-ils donc, ces dirigeants tétanisés, si le satrape de la Maison-Blanche met la main sur le Groenland ? On peut déjà écrire leurs communiqués : « Les Etats-Unis restent un allié indéfectible », « Nous sommes solidaires du peuple inuit »... Plus tard : « Calme-toi, Donald, on va s'arranger. » Et, encore plus tard : « Peut-on avoir des facilités pour le visa de tourisme au Groenland ? »

B. D.

Donald en plein repli !

MOINS triomphant qu'à Caracas, Trump a dû annoncer le 31 décembre sur son réseau Truth Social le piteux retrait de la garde nationale, qu'il avait déployée l'été dernier à Los Angeles, Portland et Chicago, à la barbe des gouverneurs des Etats, qui ont autorisé sur ces militaires de réserve. C'est une défaite en rase campagne pour Trump face aux élus démocrates, sur

le front de sa « guerre intérieure » contre les immigrés clandestins et les manifestants qui les soutiennent.

Le 23 décembre, même la Cour suprême, pourtant à sa botte, a déclaré illégale la présence de la garde nationale à Chicago, en vertu du Posse Comitatus Act de 1878, qui exclut de confier à l'armée des tâches de maintien de l'ordre, hors circonstances exceptionnelles, précisément

pour écarter tout risque de guerre civile après la guerre de Sécession...

Et, le 31 décembre, une cour d'appel fédérale a exigé que le contrôle de la garde nationale de Californie soit rendu au gouverneur Gavin Newsom. Une victoire personnelle pour ce dernier, dont s'est aussi réjoui le procureur général de cet Etat, Rob Bonta, en termes sentis : « Pendant six mois, les troupes de la garde nationale de Californie ont été utilisées comme des pions politiques par un président désespéré de devenir roi. »

Comme à l'accoutumée, Trump a prétendu déguiser cette défaite en victoire et promis de prendre sa revanche : « Portland, Los Angeles et Chicago auraient disparu sans l'intervention du gouvernement fédéral (...). Nous reviendrons (...) lorsque la criminalité recommencera à exploser – ce n'est qu'une question de temps ! »

Et, cette fois-ci, il fera « capturer » ses opposants s'ils se rebellent ? En octobre, il avait bien menacé le gouverneur de l'Illinois et le maire de Chicago de les jeter en prison...

D. F.



Un monde de brut

SUR LE PAPIER, pour les compagnies pétrolières américaines, c'est un peu Noël après le jour de l'An. Allez, messieurs, régalez-vous, que dis-je, goinfrez-vous, je vous en prie, pas de manières entre nous. Donald Trump qui offre aux géants pétroliers américains que sont ExxonMobil, Chevron ou ConocoPhillips l'exploitation des réserves vénézuéliennes de 300 milliards de barils, voilà un cadeau qui a de la gueule ! Paraît-il que le Président a appelé ces messieurs dimanche et qu'ils étaient enchantés. Sauf que c'est faux, ils ont tous démenti. Silence un peu gêné à Washing-

ton. Bon, passons à autre chose, on fait comment pour commencer la goinfrede ? Ben, c'est pas si simple.

Car l'agence de presse Reuters, qui a consacré une très longue enquête au sujet (5/1), n'hésite pas à évoquer un « cadeau empoisonné » de Trump. On l'a beaucoup dit, et c'est vrai, l'outil de production vénézuélien est à ce point dégradé qu'en novembre dernier la production était de 860 000 barils de brut, soit quatre fois moins qu'en 1997, juste avant l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez. Près de trente ans plus tard, en raison d'expropriations, de gas-

pillages, de décisions catastrophiques, sans oublier une corruption phénoménale, tout ou presque est par terre (« Les Echos », 5/1) Mais, ça, ça se répare.

En revanche, le pétrole vénézuélien pose de sacrés problèmes, économiques et politiques. Les réserves sont constituées de brut lourd et extra-lourd, dont le coût de production et l'empreinte carbone sont très élevés. Selon le cabinet de conseil Wood Mackenzie, cité par Reuters, la rentabilité de tels investissements ne pourrait être atteinte qu'avec un prix du baril à 80 dollars, très loin des calculs des majors américaines, qui ont construit leurs plans pour les cinq années qui viennent avec un pétrole à... 30 dollars le baril, grâce à des gisements au Guyana et dans le bassin schisteux américain.

Par ailleurs, Trump attend des géants pétroliers de son pays des investissements colossaux à long terme, alors que le risque politique au Venezuela peut subsister de nombreuses années, comme l'explique Carlos Belloin, analyste au cabinet de conseil Welligence Energy, également cité par Reuters. Sans compter la réaction à venir de l'Arabie saoudite, alliée de Washington, avec laquelle ces majors ont elles aussi de gros intérêts en commun. Elle est restée silencieuse, tout comme

l'Opep. Bref, ces messieurs du pétrole, que l'on a connus moins bégueules, restent sur leur réserve, c'est le cas de le dire, et chipotent un peu face au festin.

Bande d'ingrats.

A.-S. M.

BAL MASQUÉ
DU NOUVEL AN
AUX USA

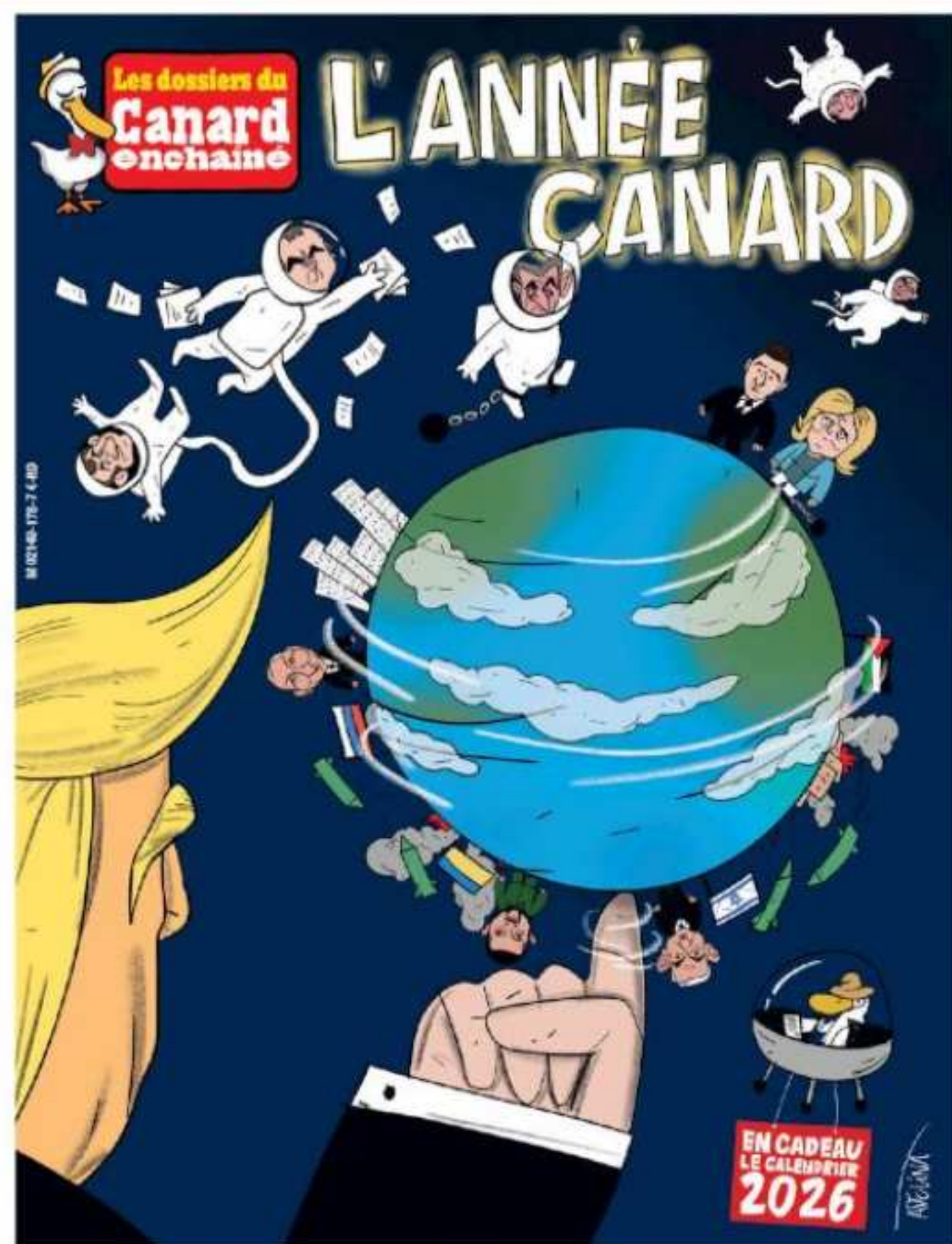


LA BOURSE saoudienne est morose : ses actions « ont enregistré une chute de près de 14 % en un an, leur pire performance depuis 2015 » (« Les Echos », 31/12/25). L'Arabie saoudite souffre de la baisse du cours du baril de Brent, qui « a perdu près de 17 % et évolue désormais autour de 62 dollars ».

Et ce n'est pas fini, les experts prévoyant une baisse jusqu'à 55 dollars le baril en 2027 – sans compter que la prise en main du pétrole vénézuélien par les Etats-Unis ne devrait pas arranger la situation. Reste une donnée en constante hausse dans le royaume wahhabite : le nombre d'exécutions, qui a atteint le record de 356 en 2025, après le précédent record de 338 en 2024.

On se console comme on peut.

Jérôme Canard



A s'offrir ou à offrir sans tarder
En cadeau, un calendrier signé Wozniak
pour affronter 2026

7 €. En kiosque et sur boutique.lecanardenchaîne.fr